

Mémorial
du
Grand-Duché de Luxembourg.

Memorial
des
Großherzogtums Luxemburg.

Mardi, 29 mars 1921.

Nº 19.

Dienstag, 29. März 1921.

Arrêté grand-ducal du 26 mars 1921, concernant
le service téléphonique.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu,
Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse
de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 6 de la loi du 20 février 1884, sur
le service télégraphique et téléphonique;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général
des finances et après délibération du Gouver-
nement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Notre arrêté du 10 janvier 1920, sur le ser-
vice téléphonique, est abrogé et remplacé par
les dispositions suivantes.

1. Extension et organisation du réseau.

Extension des réseaux

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à
donner, dans les limites des allocations budgé-
taires, aux réseaux téléphoniques créés par
l'État, l'extension réclamée par les exigences
du service ou les intérêts du public.

Bureaux téléphoniques et postes d'abon-
nement.

Art. 2. Sont considérés.

a) comme bureau téléphonique de l'État
tout bureau dont la gestion se fait aux frais de
l'État;

b) comme bureau de raccordement tout bu-
reau téléphonique qui dispose d'un ou de plu-

Großh. Beschluß vom 26. März 1921, den
Fernsprechdienst betreffend.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Groß-
herzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau,
etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 6 des Gesetzes vom 20.
Februar 1884, das Telegraphen- und Telephon-
wesen betreffend;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Directors
der Finanzen und nach Beratung der Regierung
im Conseil;

haben beschlossen und beschließen:

Unser Beschluß vom 10. Januar 1920, den
Fernsprechdienst betreffend, ist abgeschafft und
durch folgende Bestimmungen ersetzt:

**1. Ausdehnung und Einrichtung der Fern-
sprechneze.**

Ausdehnung der Fernsprechneze.

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, nach
Angabe der bewilligten Budgetbeträge den
vom Staat errichteten Fernsprechnezen die
durch die Dienstbedürfnisse oder das Interesse des
Publikums benötigte Ausdehnung zu geben.

Fernsprechämter und Teilnehmerstellen.
Regelbestimmung.

Art. 2. a) Staats-Fernsprechamt
ist jedes Amt, welches auf Ko. en des Staates
verwaltet wird;

b) Vermittelungsamt ist jedes Fern-
sprechamt, welches über einen oder mehrere Um-

sieurs tableaux-commutateurs pour établir les communications entre les divers postes téléphoniques y reliés;

e) comme bureau central tout bureau de raccordement établi dans une perception des postes ou dans une agence postale de plein exercice;

d) comme bureau intermédiaire tout autre bureau de raccordement;

e) comme cabines publiques les postes téléphoniques que les bureaux de l'État, les communes ou les établissements à désigner par l'administration des postes et des télégraphes mettent à la disposition du public pour ses correspondances téléphoniques;

f) comme station principale tout poste d'abonné relié par fil direct à un bureau téléphonique de l'État ou à une cabine publique;

g) comme station supplémentaire tout poste d'abonné relié à une station principale.

Réseau téléphonique urbain. — Définition.

Art. 3. Tout bureau central forme avec les abonnés y reliés, les cabines publiques et les bureaux intermédiaires en relevant, ainsi qu'avec les postes d'abonné et les cabines publiques reliés aux bureaux intermédiaires et aux cabines publiques, un réseau téléphonique urbain.

II. — Dispositions générales.

Engagement d'abonnement.

Art. 4. Toute demande d'abonnement émanant d'un particulier, doit être adressée par écrit au prochain bureau téléphonique de l'État.

L'intéressé doit signer un engagement d'abonnement qui précise le genre de l'installation, la durée de l'abonnement et les obligations de l'abonné.

schaltesschränke verfügt, behufs Herstellung der Verbindungen zwischen den verschiedenen an diese Umschaltesschränke angeschlossenen Fernsprechapparaten;

c) Zentralamt ist jedes Vermittlungsamt, welches in einer Postperzeption oder in einer Postagentur mit vollständigem Dienst eingerichtet ist;

d) Zwischenamt ist jedes andere Vermittlungsamt;

e) Öffentliche Sprechstellen sind die Fernsprechstellen, welche die Staats-Fernsprechämter, die Gemeinden und die durch die Post- und Telegraphenverwaltung zu bezeichnenden Anstalten dem Publikum für seine telephonischen Korrespondenzen zur Verfügung stellen.

1) Hauptanschluß ist jede Teilnehmerstelle, welche durch eine direkte Leitung an ein Staatsfernsprechamt oder an eine öffentliche Sprechstelle angeschlossen ist;

g) Nebenanschluß ist jede Teilnehmerstelle, welche an einen Hauptanschluß angeschlossen ist.

Locales Fernsprechen. Begriffsbestimmung.

Art. 3. Jedes Zentralamt bildet mit den an dasselbe angeschlossenen Teilnehmerstellen, den ihm unterstellten öffentlichen Sprechstellen und Zwischenämtern, sowie mit den an die oben bezeichneten Zwischenämter und öffentlichen Sprechstellen angeschlossenen Teilnehmerstellen und öffentlichen Sprechstellen, ein locales Fernsprechen.

II. Allgemeine Bestimmungen.

Abonnementsverpflichtung.

Art. 4. Jedes Abonnementsgesuch einer Privatperson muß schriftlich an das nächste Staatsfernsprechamt gerichtet werden.

Der Antragsteller muß eine Abonnementserklärung unterzeichnen, welche die Art der Einrichtung, die Dauer des Abonnements und die Verpflichtungen des Teilnehmers genau bestimmt.

La signature de l'engagement implique l'acceptation de toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant le service téléphonique.

Tout engagement d'abonnement est souscrit en deux expéditions dont l'une est conservée par l'abonné.

Durée de l'abonnement.

Art. 5. Les engagements d'abonnement sont passés pour un terme d'un an; toutefois ceux relatifs aux stations principales peuvent être passés, au gré de l'abonné, pour un terme de un à cinq ans.

Ces délais commencent à courir à partir de l'ouverture définitive de la ligne concédée; l'abonné est engagé à partir de la signature.

Des abonnements d'une durée de moins d'un an peuvent être concédés, au prix à fixer chaque fois par l'administration, aux personnes qui organisent des expositions, des concours ou des fêtes publiques, à condition que l'appareil soit placé dans les dépendances de l'établissement où a lieu l'exposition, le concours, etc.

Transformation d'un poste d'abonné

Art. 6. Lorsqu'un abonné demande la transformation d'une station principale en station supplémentaire ou d'une station supplémentaire en station principale, la nouvelle installation est considérée comme nouvel abonnement.

L'administration fixe dans chaque cas l'indemnité à payer pour la réinstallation avant terme de l'abonnement en cours.

Terme de l'installation

Art. 7. En cas de conclusion d'un abonnement, l'administration sera tenue de faire l'installation de la station aussitôt que les circonstances le permettront; elle ne contracte

Die Unterzeichnung der Abonnementserklärung verpflichtet zur Annahme aller gesetzlichen und reglementarischen, den Fernsprechsienst betreffenden Vorschriften.

Jede Abonnementserklärung wird in doppelter Ausfertigung unterschrieben, wovon ein Exemplar dem Teilnehmer überlassen wird.

Dauer des Abonnementes.

Art. 5. Die Abonnemente werden für die Dauer eines Jahres abgeschlossen. Jedoch können die Abonnemente auf einen Hauptanschluß, nach Belieben des Teilnehmers, auf eine Dauer von einem bis fünf Jahren abgeschlossen werden. Diese Termine beginnen mit dem Tage der definitiven Eröffnung der Leitung; für den Teilnehmer ist das Abonnement von der Unterzeichnung ab bindend.

Abonnemente für eine Dauer von weniger als einem Jahre können, zu der von der Verwaltung für jeden einzelnen Fall festzusetzenden Gebühr, solchen Personen bewilligt werden, welche Ausstellungen, Wettstreite, öffentliche Feste usw. veranstalten, unter der Bedingung, daß die Sprechstelle ausschließlich zum Gebrauch der Veranstalter dient und auf dem Grundstück errichtet wird, wo die Ausstellung, der Wettstreit, usw. stattfinden.

Umwandlung einer Teilnehmerstelle

Art. 6. Verlangt ein Teilnehmer die Umwandlung eines Hauptanschlusses in einen Nebenanschluß oder eines Nebenanschlusses in einen Hauptanschluß, so wird die neue Einrichtung als neues Abonnement betrachtet.

Die Verwaltung bestimmt in jedem einzelnen Falle die für vorzeitige Auflösung eines laufenden Abonnementes zu zahlende Entschädigung.

Zeitpunkt der Errichtung der Teilnehmerstelle.

Art. 7. Durch Abschluß eines Abonnementes ist die Verwaltung gehalten, die Sprechstelle zu errichten, sobald es die Umstände gestatten, sie übernimmt jedoch hierfür keinerlei Ver-

cependant aucune obligation et n'encourt aucune responsabilité pour cause de retard dans l'installation.

L'administration se réserve de n'exécuter qu'après le 1^{er} mars les raccordements qui lui seraient demandés pendant la période du 1^{er} novembre au 1^{er} mars.

Installation et entretien des appareils et des lignes à charge de l'Etat.

Art. 8. L'administration se charge de l'établissement et de l'entretien des stations et des lignes concédées à l'abonné.

Elle décide de la façon d'établir les fils tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment et prescrit le matériel de montage et de station à employer.

Si un abonné demande que l'introduction et l'installation se fassent dans des conditions autres que celles normalement adoptées, il en supporte les frais supplémentaires de main-d'œuvre et de matériel.

Les frais de renouvellement de la pile électrique sont à charge de l'abonné.

Le renouvellement de la pile est obligatoire dès que l'administration le juge nécessaire.

Appareils.

Art. 9. L'administration décide quel genre d'appareils doit être fourni à l'abonné. L'installation d'autres appareils est sujette aux conditions et aux indemnités à fixer par l'administration.

Conditionnement du local destiné à recevoir les appareils.

Art. 10. Le local destiné à recevoir les appareils doit être sec et propre.

L'abonné est tenu de faire exécuter à ses frais les améliorations et installations protectrices jugées nécessaires par l'administration.

Si l'abonné ne dispose pas d'une place convenable pour poser les appareils, l'installation

est faite par l'administration et elle n'est pas responsable pour une installation défectueuse.

Die Verwaltung behält sich vor, alle Anschlüsse, welche während des Zeitraumes vom 1. November bis zum 1. März verlangt werden, erst nach dem 1. März auszuführen.

Errichtung und Unterhalt der Apparate und Leitungen durch den Staat.

Art. 8. Die Verwaltung übernimmt die Errichtung und den Unterhalt der dem Teilnehmer bewilligten Sprechstationen und Leitungen.

Sie bestimmt die Art und Weise, wie die Dröhte sowohl außerhalb als innerhalb des Gebäudes anzubringen sind, und schreibt das zur Herstellung der Leitungen und der Sprechstelle zu verwendende Material vor.

Verlangt ein Teilnehmer, daß die Einführung der Leitungen und die Herstellung der Sprechstelle unter besonderen Bedingungen stattfinden, so hat er für die hierdurch bedingten Mehrkosten an Arbeitslohn und Material aufzukommen.

Die Kosten für die Erneuerung des Mikrophonelementes sind zu Lasten des Teilnehmers.

Das Element muß erneuert werden, sobald die Verwaltung es für notwendig erachtet.

Apparate.

Art. 9. Die Verwaltung bestimmt, welches System von Apparaten dem Teilnehmer zur Verfügung gestellt werden soll.

Die Einstellung anderer Apparate unterliegt den von der Verwaltung zu bestimmenden Bedingungen und Gebühren.

Beschaffenheit des zur Aufstellung der Apparate bestimmten Lokals.

Art. 10. Das für die Aufstellung der Apparate bestimmte Lokal muß trocken und reinlich sein. Der Teilnehmer ist verpflichtet, auf seine Kosten die von der Verwaltung als notwendig erachteten Verbesserungen und Schutzeinrichtungen ausführen zu lassen.

Wenn der Teilnehmer nicht über einen geeigneten Raum zur Aufnahme der Apparate

peut être refusée ou faite seulement sous la réserve que les dommages qui pourraient en résulter soient supportés par lui.

Cette réserve qui se rapporte aussi au remboursement des frais de réparation d'un dérangement causé par la défectuosité du local, est stipulée dans l'engagement d'abonnement.

Défense à l'abonné de modifier les appareils et les lignes sans autorisation.

Art. 11. Il est défendu à l'abonné de démonter les appareils et d'apporter des changements quelconques soit aux appareils soit aux fils de communication.

Il lui est notamment interdit de relier ou de faire relier, soit définitivement soit temporairement, d'autres appareils ou fils à ceux de l'État sans autorisation préalable de l'administration.

L'abonné assume les conséquences qui pourraient résulter de la non observation des prescriptions de cet article.

De possibilité de l'abonné.

Art. 12. L'abonné est tenu de préserver de tous dégâts les appareils qui lui sont confiés ainsi que les fils conducteurs qui se trouvent dans son habitation.

Il est responsable du dommage occasionné à l'administration et des réparations nécessitées par sa propre faute ou par celle d'un tiers, ainsi que des dégâts causés par le feu ou l'eau.

Dérangement aux appareils et aux lignes.

Art. 13. Tout dérangement aux appareils et aux lignes et toute interruption de service sont à signaler immédiatement au préposé du bureau central.

Il y a lieu à restitution de taxe pour cause d'interruption de service que pour autant que

verfugt, kann die Errichtung verweigert oder nur unter dem Vorbehalt ausgeführt werden, daß die hierdurch entstehenden Beschädigungen zu Lasten des Teilnehmers sind.

Dieser Vorbehalt, welcher sich ebenfalls auf die Erstattung der Kosten bezieht, die aus der Beseitigung von durch den mangelhaften Zustand des Lokals verursachten Störungen erwachsen, wird in die Abonnementsverpflichtung mit aufgenommen.

Verbot für den Teilnehmer, ohne Ermächtigung Änderungen an den Apparaten und Leitungen vorzunehmen.

Art. 11. Dem Teilnehmer ist es verboten, die Apparate zu demontieren und irgendwelche Änderungen, sei es an den Apparaten, sei es an den Leitungsdrähten, vorzunehmen. Es ist ihm ganz besonders untersagt, ohne vorherige Genehmigung der Verwaltung andere Apparate oder Drähte mit denjenigen des Staates dauernd oder zeitweilig zu verbinden oder verbinden zu lassen.

Der Teilnehmer kommt für alle Folgen auf, welche aus der Nichtbeachtung der Vorschriften dieses Artikels entstehen können.

Verantwortlichkeit des Teilnehmers.

Art. 12. Der Teilnehmer ist verpflichtet, die ihm anvertrauten Apparate sowie die in seiner Wohnung angebrachten Leitungsdrähte vor jedem Schaden zu schützen.

Er haftet für den der Verwaltung durch seine Schuld oder durch die Schuld eines Dritten verursachten Schaden und die dadurch benötigten Reparaturen, sowie für die durch Feuer oder Wasser entstandenen Beschädigungen.

Störungen an den Apparaten und Leitungen.

Art. 13. Alle Störungen an den Apparaten und Leitungen sowie Betriebsunterbrechungen sind dem Vorsteher des Zentral-Vermittlungsbüros sofort zu melden.

Gebührenerstattungen wegen Betriebsunterbrechungen können nur dann beansprucht werden,

l'interruption ait été signalée immédiatement au bureau central et qu'ensuite elle ait persisté d'une façon permanente pendant quinze jours.

III. — Conditions d'installation et taxes des appareils et des lignes.

Régime d'abonnement.

Art. 14. Les taxes à payer par l'abonné comprennent :

- 1° le droit fondamental;
- 2° la part contributive aux frais de toute nouvelle installation d'appareils et de lignes;
- 3° la taxe pour les conversations échangées entre abonnés;
- 4° la taxe pour les conversations échangées avec des non-abonnés et avec l'étranger;
- 5° les taxes accessoires.

Part contributive aux frais d'installation.

Art. 15. La part contributive aux frais de toute nouvelle installation d'appareils et de lignes est fixée périodiquement par le Directeur général du service afférent.

Calcul de la longueur de la ligne sujette à taxe.

Art. 16. La longueur de toute ligne de raccordement sujette à taxe est à calculer sur l'étendue du chemin qui pourra sans frais extraordinaires être utilisé pour la construction de la ligne.

a) Stations principales.

Bureau de raccordement.

Art. 17. En règle générale les stations principales sont à relier au prochain bureau téléphonique de l'État à moins que le raccordement à un autre bureau ne soit préférable dans l'intérêt du service.

L'abonné ne peut pas revendiquer le droit de raccordement à un autre bureau; cependant l'administration peut, aux conditions à déterminer par elle, satisfaire à une telle demande si l'abonné justifie d'un intérêt sérieux et qu'au

wenn diese sofort an das Zentralamt gemeldet wurden, und darnach fünfzehn Tage lang be ständig angebauert haben.

III. Einrichtungs-Bedingungen. Gebühren für Apparate und Leitungen.

Gebühren-Ordnung.

Art. 14. Die vom Teilnehmer zu zahlenden Gebühren begreifen:

1. die Grundgebühr;
2. den Beitrag zu den Kosten einer jeden neuen Einrichtung von Apparaten und Leitungen;
3. die Gebühr für Gespräche zwischen Teilnehmern;
4. die Gebühr für Gespräche mit Nicht-Teilnehmern und mit dem Auslande;
5. die Nebengebühren.

Beitrag zu den Einrichtungskosten.

Art. 15. Der Beitrag zu den Kosten einer jeden neuen Einrichtung von Apparaten und Leitungen wird periodisch durch den General-Direktor des betreffenden Dienstes festgesetzt.

Berechnung der gebührenpflichtigen Leitungslänge.

Art. 16. Die Länge jeder gebührenpflichtigen Anschlußleitung ist nach dem für die Herstellung der Leitung ohne besondere Kosten benutzbaren Wege zu berechnen.

a) Hauptschlüssel.

Vermittlungsamt.

Art. 17. Die Hauptteilnehmerstellen sind in der Regel an das nächste Staats-Kernsprechamt anzuschließen, es sei denn, daß der Anschluß an ein anderes Amt im Interesse des Dienstes vorzuziehen ist.

Ein Recht auf Anschluß an eine andere als die nächste Vermittlungsanstalt steht dem Teilnehmer nicht zu; jedoch kann die Verwaltung unter den von ihr festzusetzenden Bedingungen einem solchen Antrage entsprechen, sofern der

point de vue technique et du service aucune difficulté ne s'y oppose.

Droit fondamental.

Art. 18. Le droit fondamental annuel d'une station principale est fixé:

a) pour toute station reliée à un bureau de raccordement à service limité, à fr. 80;

b) pour toute station reliée à un bureau de raccordement à service complet, à fr. 100;

c) pour toute station reliée à un bureau de raccordement à service permanent, à fr. 120.

Si la station se trouve à plus de 1.000 mètres du bureau de raccordement ou de la cabine publique, l'abonné doit payer en outre pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaines de mètres de ligne supplémentaire une taxe annuelle de fr. 1 pour une ligne à fil simple et de fr. 6 pour une ligne à fil double.

b) Station supplémentaire et accessoire.

Station supplémentaire dans les bâtiments et dépendances où se trouve établie la station principale

Art. 19. L'abonné peut faire installer, pour servir à son usage ou à celui d'une personne attachée à son service, dans les bâtiments et dépendances où se trouve établie la station principale:

- a) une ou plusieurs stations supplémentaires;
- b) une ou plusieurs sonneries supplémentaires;
- c) un tableau commutateur;
- d) deux ou plusieurs prises de courant.

Station supplémentaire dans un autre bâtiment

Art. 20. L'administration peut également accorder l'installation d'une station supplémentaire dans un bâtiment autre que celui où se trouve établie la station principale, si ce bâ-

timement ein ernstliches Interesse geltend macht und vom Dienst-Standpunkte aus keine besonderen Bedenken diesem Verlangen entgegenstehen.

Grundgebühr.

Art. 18. Die jährliche Grundgebühr eines Hauptanschlusses ist festgesetzt:

a) für jede an ein Vermittlungsamt mit beschränktem Dienst angeschlossene Station auf Fr. 80;

b) für jede an ein Vermittlungsamt mit vollständigem Dienst angeschlossene Station auf Fr. 100;

c) für jede an ein Vermittlungsamt mit Tag- und Nachtdienst angeschlossene Station auf Fr. 120.

Als die Sprechstelle mehr als 1000 Meter von der Vermittlungsanstalt oder der öffentlichen Sprechstelle entfernt, so hat der Teilnehmer ausserdem für jede hundert Meter oder Bruchteil von hundert Meter: der überschüssigen Leitungsstrecke eine jährliche Zuschlagsgebühr von 4 Fr. für einfache Leitung und 6 Fr. für Doppelleitung zu entrichten.

b) Nebenschlüsse und Neben-einrichtungen.

Nebenschluss auf demselben Grundstück, wo sich der Hauptanschluss befindet.

Art. 19. Der Teilnehmer kann für seinen persönlichen Gebrauch oder für denjenigen einer in seinem Hause stehenden Person auf demselben Grundstück wo sich der Hauptanschluss befindet, errichten lassen

- a) einen oder mehrere Nebenschlüsse;
- b) einen oder mehrere Nebenwerder,
- c) einen Klappenschrank;
- d) zwei oder mehrere Steckkontakte.

Nebenschluss auf einem andern Grundstück.

Art. 20. Die Verwaltung kann ebenfalls die Errichtung einer Nebenstelle auf einem andern Grundstück als demjenigen wo der Hauptapparat sich befindet, gestatten, wenn dieses Grund-

timent est situé dans la circonscription du bureau de raccordement de la station principale et à condition que la station ne serve qu'à l'usage de l'abonné ou d'une personne attachée à son service.

Stations supplémentaires établies et entretenues par l'industrie privée.

Art. 21. L'abonné a la faculté de faire établir et entretenir par l'industrie privée les stations supplémentaires et les appareils accessoires dans les bâtiments et dépendances où se trouve établie la station principale après autorisation préalable de l'administration des postes et des télégraphes et aux conditions techniques à fixer par elle.

Prix d'abonnement.

Art. 22. Le prix d'abonnement annuel est fixé comme suit:

1^o station supplémentaire dans les limites de l'établissement où se trouve établie la station principale;

a) pour une station établie et entretenue par l'État à fr. 60;

b) pour une station établie et entretenue par l'industrie privée à fr. 40;

2^o station supplémentaire en dehors des limites de l'établissement où se trouve établie la station principale;

a) pour la station à fr. 150;

b) pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne de raccordement à fr. 4 pour une ligne à fil simple et à fr. 6 pour une ligne à fil double;

3^o sonnerie supplémentaire à fr. 15;

4^o tableau commutateur à fr. 15 par numéro occupé;

5^o prises de courant, pour les deux premières prises ensemble à fr. 45, et pour chacune des suivantes à fr. 15.

früht in dem Bezirke desjenigen Vermittelungsamtes gelegen ist, an welches der Hauptapparat angeschlossen ist, und unter der Bedingung, daß die Sprechstelle nur dem persönlichen Gebrauch des Teilnehmers oder einer in seinem Dienste stehenden Person dient.

Durch die Privatindustrie hergestellte und unterhaltene Nebenschlüsse.

Art. 21. Der Teilnehmer kann, nach vorheriger Genehmigung durch die Post- und Telegraphenverwaltung und unter den von ihr festzusetzenden technischen Bedingungen, durch die Privatindustrie Nebenschlüsse und Nebenrichtungen auf dem Grundstück, wo sich der Hauptapparat befindet, herstellen und unterhalten lassen.

Abonnementsgebühren.

Art. 22. Die jährliche Abonnementsgebühr ist festgesetzt wie folgt:

1. Nebenschluß auf dem Grundstück, wo sich der Hauptanschluß befindet:

a) für eine vom Staate hergestellte und unterhaltene Sprechstelle, Fr. 60;

b) für eine von der Privatindustrie hergestellte und unterhaltene Sprechstelle, Fr. 40;

2. Nebenschluß außerhalb des Grundstückes, wo sich der Hauptapparat befindet:

a) für die Sprechstelle, Fr. 150;

b) für jede hundert Meter oder für jeden Bruchteil von hundert Meter Anschlußleitung, Fr. 4 für einfache Leitung und Fr. 6 für Doppelleitung.

3. Nebenwecker, Fr. 15.

4. Klappenschrank, Fr. 15 für jede besetzte Nummer.

5. Steckkontakte, für die beiden ersten Kontakte zusammen Fr. 45, und für jeden weiteren Kontakt, Fr. 15.

Frais de toute station supplémentaire à charge du titulaire de la station principale.

Art. 23. Toutes les taxes d'abonnement et les frais accessoires d'une station supplémentaire sont dus par le titulaire de la station principale.

c) Stations communales (Cabines publiques).

Stations communales. Définition.

Art. 24. Les communes ou sections de commune dans lesquelles il n'existe pas de bureau de raccordement peuvent être reliées au réseau téléphonique par l'installation de stations communales qui sont ouvertes au public.

Conditions d'abonnement.

Art. 25. Les communes qui désirent être reliées au réseau téléphonique doivent :

1^o en faire la demande par une délibération en due forme à soumettre à l'approbation de l'autorité compétente;

2^o s'engager à payer au moins pendant dix ans la taxe d'abonnement et la part contributive aux frais d'installation récurrents;

3^o disposer d'un local convenable pour l'installation des appareils;

4^o charger, sous frais pour l'Etat, une personne de confiance de la gestion de la cabine publique et des opérations éventuelles au tableau commutateur.

Installation dans un cabaret

Art. 26. Si la cabine est installée dans un cabaret, le local destiné à recevoir les appareils doit être situé de manière que le public puisse y accéder sans avoir à passer par la salle de débit.

L'appareil doit être placé de manière qu'il soit impossible à un tiers d'obtenir connaissance des correspondances à traiter.

Kosten eines jeden Nebenschlusses zu Lasten des Inhabers des Hauptschlusses.

Art. 23. Alle Abonnementsgebühren für einen Nebenschluss und Nebenkosten sind zu Lasten des Inhabers des Hauptschlusses.

c) Gemeindestationen (öffentliche Sprechstellen).

Gemeindestationen. Begriffsbestimmung.

Art. 24. Die Gemeinden oder Gemeindefektionen, in welchen sich keine Vermittlungsanstalt befindet, können an das öffentliche Fernsprechnetz angeschlossen werden, durch Einrichtung von Gemeindestationen, welche dem Publikum geöffnet sind.

Abonnementsbedingungen.

Art. 25. Die Gemeinden, welche wünschen an das Fernsprechnetz angeschlossen zu werden, müssen :

1. den Anschluss durch eine regelrechte, der Genehmigung der zuständigen Behörde zu unterbreitende Gemeinderats-Beratung nachsuchen;

2. sich verpflichten, die vorgesehenen Gebühren während wenigstens zehn Jahren zu entrichten;

3. ein zur Unterbringung der Fernsprechapparate geeignetes Lokal zur Verfügung stellen;

4. die Verwaltung der öffentlichen Sprechstelle und die eventuelle Besorgung des Umschaltbediensteten einer vertrauenswürdigen Person, ohne Lohn für den Staat, übertragen.

Einrichtung einer öffentlichen Sprechstelle in einer Volkswirtschaft.

Art. 26. Wird die öffentliche Sprechstelle in einem Wirtschaftlokal errichtet, so muß das zur Aufnahme der Apparate bestimmte Lokal so gelegen sein, daß das Publikum zu demselben gelangen kann, ohne das Schanklokal betreten zu müssen.

Der Apparat muß so angebracht werden, daß es einem Dritten unmöglich ist, Kenntnis von den auszuwechselnden Korrespondenzen zu erhalten.

Prix d'abonnement.

Art. 27. Le prix d'abonnement annuel d'une station communale est fixé pour toute station reliée à un bureau de raccordement:

- a) à service limité à fr. 80;
- b) à service complet et à service permanent à fr. 100.

Si la station communale se trouve à plus de 1500 mètres du bureau de raccordement ou de la cabine publique, la commune doit payer en outre pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne supplémentaire.

- a) jusqu'à 3000 mètres, fr. 4;
- b) de 3000 à 5000 mètres, fr. 3;
- c) au-delà de 5000 mètres, fr. 2.

Ces taxes sont augmentées de 50 % si la ligne est établie à fil double à la demande de la commune.

Récupération d'une quote-part des taxes de ligne au profit de la commune.

Art. 28. La commune est autorisée à récupérer sur chaque poste d'abonné et sur chaque section de commune reliée à une station communale servant de bureau intermédiaire une quote-part des taxes de ligne réglementaires, calculée à raison du nombre de raccordements desservis par la ligne, mais sans qu'elle puisse dépasser le quart de la totalité des taxes de cette ligne.

La quote-part est perçue au commencement de chaque année. En cas de suppression ou de transfert d'un raccordement, la part versée n'est pas remboursée.

Perception des taxes dans les cabines publiques.

Art. 29. La commune prélève pour le compte de l'État les taxes de conversation.

Les relevés dressés de ce chef par l'administration des postes et des télégraphes sont

Grundgebühr.

Art. 27. Die jährliche Grundgebühr einer Gemeinde-Zernsprechstelle ist festgesetzt:

- a) für jede an ein Vermittlungsamt mit beschränktem Dienst angeschlossene Station auf Fr. 80;
- b) für jede an ein Vermittlungsamt mit vollständigem Dienst oder Tag- und Nachtdienst angeschlossene Station auf Fr. 100.

Ist die Zernsprechstelle mehr als 1500 Meter von der Vermittlungsanstalt oder von der öffentlichen Sprechstelle entfernt, so hat die Gemeinde außerdem für jede hundert Meter oder jeden Bruchteil von hundert Metern der überschießenden Leitungslänge zu entrichten:

- a) bis 3000 Meter, 4 Fr.;
- b) von 3000 bis 5000 Meter, 3 Fr.;
- c) über 5000 Meter, 2 Fr.

Diese Gebühren werden um 50 % erhöht, wenn die Leitung auf Antrag der Gemeinde als Doppelleitung hergestellt wird.

Erhebung eines Anteils des Leitungsgebühren zu Gunsten der Gemeinden.

Art. 28. Die Gemeinde ist ermächtigt, sich von jeder an ein Gemeinde-Zwischenamt angeschlossenen Sprechstelle oder Gemeindezelle einen Anteil der reglementarischen Leitungsgebühren, im Verhältnis zur Zahl der durch die Leitung bedienten Anschlüsse, erstatten zu lassen.

Der Anteil darf jedoch ein Viertel der Gesamtgebühren dieser Leitung nicht übersteigen.

Der Anteil wird bei Beginn eines jeden Jahres erhoben. Wird die Sprechstelle aufgehoben oder verlegt, so wird der bezahlte Anteil nicht erstattet.

Erhebung der Gebühren in den öffentlichen Sprechstellen.

Art. 29. Die Gemeinde erhebt die Gesprächsgebühren für Rechnung des Staates.

Die diesbezüglich von der Post- und Telegraphenverwaltung aufgestellten Verzeichnisse sind für

foi, jusqu'à preuve du contraire, pour le décompte entre parties.

Les communications jouissant de la franchise de taxe dans les cabines communales, seront déterminées par le Directeur général des finances.

Part contributive aux frais de commutation d'un bureau intermédiaire.

Art. 30. Si deux ou plusieurs sections de commune ou abonnés sont reliés au même bureau intermédiaire chacun d'eux paie, en dehors des taxes d'abonnement usuelles, une redevance annuelle de fr. 25 à titre de contribution aux frais de commutation.

La redevance de fr. 25 est perçue au commencement de chaque année en même temps que les autres taxes d'abonnement; elle est versée au préposé du bureau intermédiaire affecté à la fin de l'année.

Les taxes de conversation réglementaires des communications échangées entre eux, sans l'intermédiaire d'un bureau central, sont perçues au profit du préposé du bureau intermédiaire affecté. Si deux ou plusieurs bureaux intermédiaires coopèrent à l'établissement de communications de l'espèce, les taxes affectées sont réparties par parts égales entre les préposés des bureaux intermédiaires intervenants.

Les communications visées ci-dessus sont annotées et les taxes affectées sont perçues d'après les instructions de l'administration des postes et des télégraphes.

Appel des personnes désignées par le correspondant.

Art. 31. Le préposé est chargé de faire appeler à la cabine toute personne désignée par le correspondant en se conformant aux instructions de l'administration des postes et des télégraphes.

die gegenseitige Abrechnung maßgebend, bis zum Gegenbeweis.

Der zuständige General-Direktor bestimmt die Verbindungen, welche bei den öffentlichen Gemeinde-Sprechstellen Gebührenfreiheit genießen.

Beitrag zu den Umschaltkosten eines Zwischenamtes.

Art. 30. Sind zwei oder mehrere Gemeinde-sektionen oder Teilnehmer an dasselbe Zwischenamt angeschlossen, so bezahlt jede Gemeinde-sektion und jeder Teilnehmer, außer den gewöhnlichen Abonnementgebühren, eine jährliche Gebühr von 25 Fr. als Beitrag zu den Umschaltkosten.

Die Gebühr von 25 Fr. wird bei Beginn eines jeden Jahres, gleichzeitig mit den andern Abonnementgebühren, erhoben; sie wird dem Vorsteher des betr. Zwischenamtes am Schlusse des Jahres bezahlt.

Die Gesprächsgebühren der zwischen solchen Gemeinde-sektionen und Teilnehmern ohne Vermittelung eines Zentralamtes ausgetauschten Verbindungen werden zu Gunsten des Vorstehers des betreffenden Zwischenamtes erhoben. Wenn zwei oder mehrere Zwischenämter an der Verstellung derartiger Verbindungen mitwirken, so werden die diesbezüglichen Gebühren zu gleichen Teilen unter die Vorsteher der betreffenden Zwischenämter verteilt.

Die vorerwähnten Verbindungen werden vermerkt und die diesbezüglichen Gebühren erhoben gemäß den Vorschriften der Post- und Telegraphen-Verwaltung.

Vertrauten der von dem Korrespondenten bezeichneten Person.

Art. 31. Der Vorsteher verpflichtet sich, gemäß den Anweisungen der Post- und Telegraphen-Verwaltung, jede vom Korrespondenten bezeichnete Person in die öffentliche Sprechstelle rufen zu lassen.

Coopération au service télégraphique.

Art. 32. La commune peut demander que le préposé de la cabine soit autorisé à transmettre et à recevoir des dépêches télégraphiques pour le compte de particuliers.

En ce cas le préposé est soumis aux dispositions réglementaires et aux prescriptions administratives afférentes, notamment en ce qui concerne le secret professionnel.

Toutefois l'administration n'assume aucune responsabilité du chef de l'échange des télégrammes par la cabine communale.

Les frais d'express revenant au préposé pour la remise des télégrammes sont fixés par le Directeur général du service afférent.

Tout télégramme déposé à une station communale est sujet à une surtaxe de 25 centimes au profit du préposé de cette station.

Frais d'express à charge de la commune.

Art. 33. Les frais d'express visés aux art. 32 et 51 qui peuvent résulter des correspondances de service échangées dans l'intérêt de l'administration communale dont relève la cabine, sont à charge de la commune.

d) Installations privées.

Station privée. — Définition.

Art. 34. L'administration des postes et des télégraphes peut se charger de l'établissement et de l'entretien de lignes téléphoniques indépendantes du réseau de l'État, quo des particuliers demandent pour leur usage ou celui d'une personne attachée à leur service.

De même elle peut se charger de la fourniture, de l'installation et de l'entretien des postes ainsi raccordés.

Établissement de la ligne.

Art. 35. Toute ligne téléphonique privée qui emprunte en tout ou en partie le domaine de l'État ou d'une commune ne peut être établie et entretenue que par l'administration des postes et des télégraphes.

Mitwirkung am Telegraphendienst.

Art. 32. Die Gemeinde kann verlangen, daß der Vorsteher der öffentlichen Sprechstelle ermächtigt werde, für das Publikum telegraphische Depeschen abzugeben und zu empfangen.

In diesem Falle hat der Vorsteher die einschlägigen regulatorischen Bestimmungen und Verwaltungsvorschriften, insbesondere in bezug auf das Amtsgeheimnis zu beachten. Die Verwaltung übernimmt jedoch keine Verantwortung über den Austausch der Telegramme durch die öffentliche Gemeinde-Sprechstelle. Die dem Vorsteher für die Bestellung der Telegramme zustehenden Botengebühren werden durch den zuständigen General-Direktor festgesetzt.

Für jedes bei einer Gemeindestation aufzugebene Telegramm wird eine Zuschlaggebühren von 25 Centimes zu Gunsten des Vorstehers der betreffenden Station erhoben.

Botengebühren zu Lasten der Gemeinde.

Art. 33. Die unter Art. 32 und 51 vorgesehenen Botengebühren, welche durch die im Interesse der vorgelegten Gemeinde-Verwaltung abgewickelten Dienstkorrespondenzen entstehen können, sind zu Lasten der Gemeinde.

d) Privateinrichtungen.

Privatanschluß. Begriffsbestimmung.

Art. 34. Die Post- und Telegraphen-Verwaltung kann sich mit der Herstellung und dem Unterhalt von dem Staatsapparat fremden Fernsprecheinrichtungen befassen, welche Privatleute für ihren Gebrauch oder für denjenigen einer in ihrem Dienste stehenden Person verlangen.

Dessgleichen kann sie die Lieferung, die Einrichtung und den Unterhalt der auf solche Weise miteinander zu verbindenden Apparate besorgen.

Herstellung der Leitung.

Art. 35. Jede Privat-Fernsprecheinrichtung, welche ganz oder teilweise Eigentum des Staates oder einer Gemeinde berührt, kann nur durch die Post- und Telegraphen-Verwaltung errichtet und unterhalten werden.

Dans tous les cas le particulier doit obtenir l'autorisation des propriétaires et occupants des immeubles sur lesquels ou sous lesquels le fil conducteur doit être établi; il supporte tous les frais et indemnités à résulter de ce chef.

Responsabilité de l'administration.

Art. 36. L'administration des postes et des télégraphes n'a aucune responsabilité du chef d'interruptions de service éventuelles de lignes et d'installations privées établies par elle; elle est cependant tenue d'exécuter les travaux de réparation née saire le plus tôt possible.

Prix d'abonnement.

Art. 37. Le prix d'abonnement annuel d'une installation privée non raccordée au réseau téléphonique de l'Etat, est fixé comme suit:

- a) pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne:
à fr. 1 pour fil simple et
à fr. 6 pour fil double;
- b) pour une station radiotéléphonique à fr. 10;
- c) pour toute autre installation accessoire, la taxe afférente prévue pour les installations de l'Etat.

Part contributive aux frais d'installation.

Art. 38. La part contributive aux frais d'installation de la ligne et des appareils est fixée dans chaque cas par l'administration et est payable dès la remise de l'installation à l'intéressé.

Raccordement de l'installation privée au réseau de l'Etat.

Art. 39. L'intéressé peut demander que son installation privée soit rattachée au réseau téléphonique de l'Etat.

En ce cas, les stations privées sont sujettes aux mêmes taxes que les stations de l'Etat.

Toutefois le prix annuel d'une station supplémentaire établie et entretenue par l'industrie privée est réduite à fr. 30.

In allen Fällen muß die Privatperson die Ermächtigung der Eigentümer und Inhaber der Grundstücke erhalten, über oder unter welche der Leitungsdraht geteilt werden soll; sie übernimmt alle daraus entstehenden Aufkosten und Entschädigungen.

Unverantwortlichkeit der Verwaltung.

Art. 36. Die Post- und Telegraphen-Verwaltung übernimmt keine Verantwortung für eventuelle Dienstunterbrechungen der von ihr eingerichteten Privat-Leitungen und Installationen; sie ist jedoch gehalten, die notwendigen Reparaturarbeiten sobald als möglich auszuführen.

Abonnementsgebühr.

Art. 37. Die jährliche Abonnementsgebühr einer nicht an das Staats-Fernsprechnetz angeschlossenen Privateinrichtung ist festgesetzt wie folgt:

- a) für jede hundert Meter oder Bruchteil von hundert Meter Leitung, 4 Fr. für einfache Leitung und 6 Fr. für eine Doppelleitung;

- b) für eine Sprechstelle, 10 Fr.;

- c) für jede andere Nebeneinrichtung, die für entsprechende staatliche Einrichtungen vorgesehene Gebühr.

Beitrag zu den Einrichtungskosten.

Art. 38. Der Beitrag zu den Einrichtungskosten der Leitung und der Apparate wird in jedem einzelnen Falle von der Verwaltung festgesetzt und ist zahlbar gleich nach der Übergabe der Einrichtung an den Interessenten.

Anschluß der Privateinrichtung an das Staatsfernsprechnetz.

Art. 39. Der Betreffende kann verlangen, daß seine Privateinrichtung an das Staatsfernsprechnetz angeschlossen werde.

In diesem Falle unterliegen die Privatstationen denselben Gebühren wie die Staatsstationen.

Jedoch wird die Jahresgebühr eines durch die Privatindustrie hergestellten und unterhaltenen Nebenanchlusses auf 40 Fr. ermäßigt.

Les frais de raccordement de l'installation privée au réseau de l'État sont à charge de l'intéressé.

e) *Lignes spéciales.*

Prix d'abonnement.

Art. 40. Si dans la circonscription d'un bureau de raccordement l'abonné a deux ou plusieurs stations principales ou supplémentaires, il peut demander que ces stations soient reliées entre elles par fil spécial.

L'abonné doit payer de ce chef:

1° une taxe d'abonnement annuelle de fr. 120;

2° pour chaque centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres de ligne fr. 4 par an pour fil simple et fr. 6 par an pour fil double.

Dans des cas exceptionnels, l'administration peut autoriser, aux conditions à déterminer par elle, le raccordement par ligne spéciale de deux stations principales appartenant au même abonné mais reliées à deux bureaux de raccordement différents, si l'abonné justifie d'un intérêt sérieux et qu'au point de vue technique et de service aucune difficulté ne s'y oppose.

f) *Stations de service.*

Stations gratuites.

Art. 41. Des stations de service gratuites peuvent être installées dans les bureaux des administrations publiques et dans ceux de certains fonctionnaires de l'État, si ces installations sont justifiées par un intérêt public général.

Les communications privées demandées à ces stations sont sujettes aux taxes de conversation; la perception de ces taxes se fera d'après les prescriptions du Directeur général des finances.

Stations principales à taxe réduite.

Art. 42. Des stations principales à taxe réduite peuvent être concédées aux fonction-

Die Kosten des Anschlusses der Privatanlage an das Staatsfernsprechnetz sind zu Lasten des Interessenten.

e) *Spezialleitungen.*

Abonnementspreis.

Art. 40. Wenn ein Teilnehmer im Bezirk eines und desselben Vermittlungsamtes zwei oder mehrere Haupt- oder Nebenschlüsse hat, so kann er verlangen, daß diese Apparate miteinander verbunden werden.

Der Teilnehmer hat diesbezüglich zu zahlen:

1. eine jährliche Abonnementgebühr von Fr. 120;

2. für jede hundert Meter oder jeden Bruchteil von hundert Meter Leitung Fr. 4 pro Jahr für einfache Leitung und 6 Fr. pro Jahr für Doppelleitung.

In Ausnahmefällen kann die Verwaltung, unter den von ihr festzusetzenden Bedingungen, die Verbindung durch Spezialleitung von zwei zwar demselben Teilnehmer gehörenden, aber an zwei verschiedene Unter angeschlossenen Hauptanschlüssen gestatten, sofern der Teilnehmer ein ernstliches Interesse geltend macht, und sowohl vom technischen als vom Dienst-Standpunkte aus sich dem keine Schwierigkeit widersetzt.

f) *Dienst-Sprechstellen.*

Gebührenfreie Sprechstationen.

Art. 41. Gebührenfreie Dienst-Sprechstellen können in den Amtsräumen der öffentlichen Verwaltungen oder gewisser Staatsbeamten errichtet werden, wenn diese Einrichtungen durch ein allgemeines, öffentliches Interesse gerechtfertigt sind.

Die von diesen Stationen verlangten Privatverbindungen unterliegen den Gesprächsgebühren; die Erhebung dieser Gebühren erfolgt nach den Vorschriften des General-Direktors der Finanzen.

Hauptanschlüsse von ermäßigter Gebühr.

Art. 42. Hauptanschlüsse von ermäßigter Gebühr können den Staatsbeamten bewilligt wer-

naires de l'État pour servir à leur usage personnel et à leurs relations de service.

Ces stations jouissent d'une réduction de 50 % sur le droit fondamental et sur la part contributive aux frais d'installation, ainsi que d'un tiers sur les taxes de conversation.

Elles ne comportent pas de stations supplémentaires.

Demande d'une station de service.

Art. 13. Les demandes en obtention d'une station gratuite ou d'une station principale à taxe réduite sont à adresser au Gouvernement par l'entremise et avec l'avis du chef de l'administration afférente.

IV. Conversations.

Conversations autorisées.

Art. 14. L'abonné peut correspondre, pendant les heures de service du bureau de raccordement, contre paiement des taxes réglementaires:

1^{re} avec tout abonné des réseaux du Grand-Duché établis ou à établir;

2^{re} avec toutes les cabines publiques du Grand-Duché;

3^{re} avec tout poste d'abonné ou bureau public de l'étranger admis à la correspondance téléphonique avec le réseau afférent du Grand-Duché.

Sont affranchies de toute taxe les communications qu'un abonné peut éventuellement behaenger par rapport au service téléphonique avec le préposé de son bureau de raccordement.

Taxes pour conversations entre abonnés

Art. 15. Les communications entre deux postes d'abonné dans toute l'étendue du Grand-Duché sont sujettes à une taxe de conversation fixée à 20 centimes

den, um zu ihrem Privatgebrauch und gleichzeitig zur Erledigung ihrer dienstlichen Angelegenheiten zu dienen.

Diese Anschlüsse genießen einer Ermäßigung von 50 %, der vorgesehenen Grundgebühr und des Beitrags zu den Einrichtungskosten, sowie einer Ermäßigung von einem Drittel der Gesprächsgebühren.

Zu solchen Anschlüssen werden Nebenstellen nicht bewilligt.

Gesuch um Einrichtung einer Dienststelle.

Art. 13. Die Gesuche um Gewährung einer kostenlosen Dienstsprechstelle oder eines Hauptanschlusses von ermäßigter Gebühr sind durch Vermittlung und mit dem Gutachten des betreffenden Verwaltungschefs an die Regierung zu richten.

IV. Gespräche.

Sprechbereich.

Art. 14. Der Teilnehmer kann während der Dienststunden des Vermittlungsamtes, gegen Zahlung der regulamentarischen Gebühren, telephonisch verkehren:

1. mit jedem Teilnehmer der im Großherzogtum errichteten oder zu errichtenden Netze;

2. mit allen öffentlichen Sprechstellen des Großherzogtums;

3. mit jedem Teilnehmer und jeder öffentlichen Sprechstelle des Auslandes, welche zum Fernsprechverkehr mit dem betreffenden Netze des Großherzogtums zugelassen sind.

Gebührenfrei sind die den Telephondienst betreffenden Mitteilungen der Teilnehmer an den Vorsteher ihres Vermittlungsamtes.

Gebühr der Gespräche zwischen Teilnehmern.

Art. 15. Die Verbindungen zwischen zwei Teilnehmerstellen innerhalb des Großherzogtums unterliegen einer Gesprächsgebühr von 20 Centimen.

Taxes pour conversations échangées entre abonné et cabine publique.

Art. 46. La taxe d'une communication entre un poste d'abonné et une personne présente dans une cabine publique est fixée à 40 centimes.

La même taxe est perçue pour une communication demandée par une cabine publique avec un poste d'abonné ou avec une personne présente dans une cabine publique.

Communications urgentes.

Art. 47. Des communications privées urgentes ayant la priorité sur les autres communications privées, sont admises dans les relations interurbaines. Elles paient le triple d'une communication ordinaire de même durée.

Avis d'appel.

Art. 48. Sont admis des avis d'appel téléphoniques ayant pour objet d'inviter une personne désignée à se mettre en relation téléphonique avec l'expéditeur de l'avis.

Ils ne peuvent être transmis au destinataire que par l'entremise d'un bureau central ou d'une cabine publique.

Pour la réponse, le destinataire de l'avis peut faire usage soit de la cabine publique désignée soit d'une autre cabine publique ou d'un poste d'abonné, reliés au même bureau central.

Remise des avis d'appel.

Art. 49. Les avis d'appel peuvent être remis à domicile, télégraphe restant ou poste restant.

Lorsque le destinataire réside en dehors de la localité où se trouve le bureau central ou la cabine publique de destination, les avis d'appel peuvent être remis par exprès ou par poste, aux mêmes conditions que les télégrammes.

Taxe d'un avis d'appel.

Art. 50. L'expéditeur d'un avis d'appel doit acquitter:

Gebühr für Gespräche zwischen einem Teilnehmer und einer öffentlichen Sprechstelle.

Art. 46. Die Gebühr für eine Verbindung zwischen einer Teilnehmerstelle und einer in einer öffentlichen Sprechstelle sich befindenden Person ist festgesetzt auf 40 Centimes.

Dieselbe Gebühr wird erhoben für eine Verbindung einer öffentlichen Sprechstelle mit einer Teilnehmerstelle oder mit einer in einer öffentlichen Sprechstelle gegenwärtigen Person.

Dringende Verbindungen.

Art. 47. Dringende Privat-Verbindungen, mit dem Vortrang über andere Privat-Verbindungen, sind im interurbanen Verkehr zugelassen. Sie bezahlen das dreifache einer gewöhnlichen Verbindung von gleicher Dauer.

Gesprächsanträge.

Art. 48. Zugelassen sind Gesprächsanträge, welche bezwecken, eine bezeichnete Person einzuladen, mit dem Antragsteller in telefonische Verbindung zu treten.

Die Gesprächsanträge können dem Adressaten nur durch Vermittelung eines Zentralamtes oder einer öffentlichen Sprechstelle zugestellt werden.

Für die Antwort kann der Adressat einen Antrages irgend eine an daselbe Zentralamt angeschlossene Sprechstelle, und zwar entweder die bezeichnete oder eine andere öffentliche Sprechstelle oder irgend eine Teilnehmerstelle benützen.

Bestellung der Gesprächsanträge.

Art. 49. Die Gesprächsanträge können in der Wohnung, telegraphenlagernd oder postlagernd bestellt werden.

Wohnt der Empfänger außerhalb der Gesellschaft, wo sich das Bestimmungs-Zentralamt oder die öffentliche Sprechstelle befindet, so können die Gesprächsanträge unter denselben Bedingungen wie die Telegramme per Post oder per Eilboten befördert werden.

Gebühren eines Gesprächsantrags.

Art. 50. Der Absender eines Gesprächsantrags hat zu zahlen:

- a) la taxe de l'avis d'appel qui est fixée à 20 centimes;
- b) les frais de remise à domicile;
- c) la taxe de la conversation faisant suite à l'avis d'appel.

Frais de remise à domicile.

Art. 51. Le tarif des frais de remise à domicile est fixé par arrêté ministériel sur la base du salaire en usage.

Les distances sont calculées d'après la carte des distances officielle.

Taxe pour transmission téléphonique de correspondances à expédier par poste, par exprès ou par télégraphie.

Art. 52. L'abonné peut transmettre au bureau central toute communication à expédier par exprès, par la poste ou par voie télégraphique.

Dans ce cas l'abonné doit payer, outre les taxes prévues pour la transmission par exprès, par la poste ou par voie télégraphique, une taxe téléphonique de 2 centimes par mot transmis, arrondie au demi-décime supérieur, avec un minimum de 40 centimes.

La transmission par téléphone au domicile de l'abonné est soumise à une taxe de 40 centimes par télégramme.

Communications pendant les heures de clôture des bureaux.

Art. 53. Lorsque les préposés des bureaux de raccordement établiront des communications pendant les heures de clôture de leur bureau, ils sont autorisés à percevoir de ce chef, pour leur propre compte, une indemnité spéciale qui ne pourra dépasser par communication le 2 pendant la nuit de 10 heures du soir à 6 heures du matin, et fr. 1 pendant les autres heures.

Pour les communications interurbaines cette taxe est perçue autant de fois qu'il y a de bureaux intermédiaires à service réduit qui coopèrent à l'établissement de la communication.

- a) die Gebühr des Gesprächsantrages, welche auf 20 Centimen festgesetzt ist;
- b) die Bestellgebühren;
- c) die Gebühr des durch den Gesprächsantrag veranlaßten Gesprächs.

Tarif der Bestellgebühren.

Art. 51. Der Tarif der Bestellgebühren wird nach Maßgabe des jeweiligen Tagelohnes durch Ministerialbeschuß festgesetzt.

Die Entfernungen werden nach der offiziellen Distanzenkarte berechnet.

Gebühren für telephonische Übermittlung von durch die Post, per Eilboten oder durch den Telegraphen zu befördernden Korrespondenzen.

Art. 52. Der Teilnehmer kann dem Zentralamt jede Mitteilung übermitteln, welche durch Eilboten, durch die Post oder auf telegraphischem Wege zu befördern ist.

In diesem Falle hat der Teilnehmer, außer der für die Eilbestellung, für die Beförderung durch die Post oder auf telegraphischem Wege vorgesehenen Gebühr, eine Telefongebühr von 2 Centimen für jedes übermittelte Wort zu entrichten; diese Gebühr wird nach halben Dezimen aufgerundet und beträgt mindestens 40 Centimen.

Die telephonische Übermittlung der Telegramme in die Wohnung des Teilnehmers unterliegt einer Gebühr von 40 Centimen per Telegramm.

Verbindungen während der Schlafstunden der Ämter.

Art. 53. Wenn die Vorsteher der Vermittelungsämter Verbindungen während der Schlafstunden ihres Amtes herstellen, sind dieselben berechtigt, dieselhalb für sich eine besondere Gebühr zu erheben, welche für jede Verbindung 2 Kr. oder 1 Kr. nicht überschreiten darf, je nachdem die Verbindung während der Nacht (von 10 Uhr abends bis 6 Uhr morgens) oder während der andern Stunden hergestellt wird. Für die Verbindungen im Außenverkehr wird diese Gebühr sovielfach erhoben als Vermittelungsämter mit beschränktem Dienst sich an der Herstellung der

Ces taxes sont dues même lorsque la communication n'a pu être établie par quelque cause que ce soit.

Communications permanentes pendant les heures de clôture des bureaux.

Art. 54. Si les conditions techniques le permettent, l'abonné peut demander que pendant les heures de clôture de son bureau de raccordement sa station soit reliée:

- 1° à un autre poste d'abonné du même réseau;
- 2° à un poste d'abonné d'un autre réseau à service égal;
- 3° à un bureau de raccordement d'un autre réseau à service prolongé et
- 4° le cas échéant, après clôture de ce dernier bureau, à un poste d'abonné y relié.

Les taxes à payer pour chaque opération de raccordement sont fixées:

- a) dans le cas sub 1 à 30 centimes;
- b) dans le cas sub 2 à fr. 1,50;
- c) dans le cas sub 3 à fr. 0,75 en dehors des taxes dues pour les conversations demandées;
- d) dans le cas sub 4 à fr. 0,75 en sus des taxes prévues sub c.

Art. 55. La redevance mensuelle due par toute station principale du chef de l'ensemble des communications internes est fixée à fr. 5 au minimum.

Récupération des taxes sur des tierces personnes.

Art. 56. Toutes les taxes de conversation sont payables par l'abonné, qui a la faculté de les récupérer sur la personne qui les aura occasionnées.

Libellé des demandes de communications.

Art. 57. Toute personne qui demandera une correspondance devra indiquer:

- a) pour une communication avec un abonné du même réseau, le numéro d'appel de l'abonné;

Verbindung beteiligen. Diese Gebühren sind auch dann geschuldet, wenn die Verbindung aus irgend welcher Ursache nicht hergestellt werden kann.

Dauerverbindungen während der Schlussstunden der Amt.

Art. 54. Falls die technischen Bedingungen es gestatten, kann der Teilnehmer verlangen, daß während der Schlussstunden seines Vermittlungsamtes seine Sprechstelle verbunden werde:

1. mit einer andern Sprechstelle desselben Netzes;
2. mit einer Sprechstelle eines andern Netzes mit gleichen Dienststunden;
3. mit einem Vermittlungsamt eines andern Netzes mit ausgebehrenen Dienststunden und
4. eintretenden Falls, nach Schluß des letzteren Amtes, mit einer an dasselbe angeschlossenen Teilnehmerstelle.

Die für eine jede Verbindung dieser Art zu zahlenden Gebühren sind festgesetzt wie folgt:

- a) im Falle 1, 30 Centimen,
- b) im Falle 2, 1,50 Franken,
- c) im Falle 3, 75 Centimen, außer der für die verlangten Gespräche geschuldeten Gebühren;
- d) im Falle 4, 75 Centimen, außer der unter c vorgesehenen Gebühren.

Art. 55. Für jeden Hauptanschluß wird für die inländischen Verbindungen eine Mindestgebühr von 5 Fr. pro Monat erhoben.

Erstattung der Gebühren seitens dritter Personen.

Art. 56. Alle Gesprächsgebühren sind durch den Teilnehmer zu zahlen, welcher berechtigt ist, dieselben von der Person zurückzuverlangen, welche sie veranlaßt hat.

Fassung der Gesprächsanmeldungen.

Art. 57. Bei jeder Gesprächsanmeldung sind anzugeben:

- a) für eine Verbindung mit einem Teilnehmer desselben Netzes, die Rufnummer des gewünschten Teilnehmers;

b) pour une communication avec un abonné d'un autre réseau, le bureau de raccordement et le numéro d'appel de l'abonné;

c) pour une communication avec une personne non abonnée, l'adresse exacte de la personne demandée.

Ordre de priorité des communications.

Art. 58. Les communications sont établies dans l'ordre suivant:

- a) communications d'État;
- b) communications de services urgentes;
- c) communications privées urgentes;
- d) avis d'appel;
- e) communications privées;
- f) communications de service.

Pour les correspondances du même rang les communications sont établies en alternant et dans l'ordre de l'inscription des demandes.

Durée des communications.

Art. 59. La durée effective d'une communication ne peut excéder trois minutes s'il y a d'autres demandes en instance. Dans ce cas, la communication est interrompue d'office à l'expiration de ce délai, après avis préalable aux deux correspondants, et il ne leur est délivré une nouvelle communication qu'à son rang dans l'ordre des demandes.

De même toute communication est interrompue d'office après avis préalable aux deux correspondants, en faveur d'une communication internationale qui doit emprunter le fil de ligne d'un des correspondants ou d'une ligne de raccordement entre bureaux téléphoniques occupés par deux abonnés.

V. Déplacement des appareils.

Frais de déplacement.

Art. 60. L'abonné peut demander le déplacement des appareils et des lignes. Les frais occasionnés de ce chef restent à sa charge et

b) für eine Verbindung mit einem Teilnehmer eines andern Netzes, das Vermittlungsamt und die Anrufnummer des gewünschten Teilnehmers;

c) für eine Verbindung mit einem Nicht-Teilnehmer, die genaue Adresse der gewünschten Person.

Rangordnung der Verbindungen.

Art. 58. Die Verbindungen werden in nachstehender Reihenfolge hergestellt:

- a) Staatsverbindungen;
- b) dringende Dienstverbindungen;
- c) dringende Privatverbindungen;
- d) Gesprächsanträge;
- e) Privatverbindungen;
- f) Dienstverbindungen.

Die Verbindungen gleichen Ranges werden abwechselnd und in der Reihenfolge ihrer Anmeldung hergestellt.

Dauer der Verbindungen.

Art. 59. Die wirkliche Dauer eines Gesprächs darf drei Minuten nicht übersteigen, wenn andere Gesprächsanmeldungen vorliegen. In diesem Falle wird, nach Ablauf des genannten Zeitraumes, die Verbindung von Amtswegen unterbrochen, nach vorheriger Benachrichtigung der beiden Korrespondenten, und es kann denselben eine neue Verbindung erst nach Erledigung der bereits vorliegenden Gesprächsanmeldungen gegeben werden.

Dergleichen wird, nach vorheriger Benachrichtigung der beiden Korrespondenten, jede Verbindung von Amtswegen unterbrochen zu Gunsten einer internationalen Verbindung, für welche die Anschlußleitung eines der beiden Korrespondenten oder eine von zwei Teilnehmern besetzte Amtsleitung benötigt wird.

V. Verlegung der Apparate.

Verlegungskosten.

Art. 60. Der Teilnehmer kann die Verlegung der Apparate und der Leitungen verlangen.

Die daraus entstehenden Unkosten fallen ihm

sont fixées périodiquement par le Directeur général du service afférent.

Demandes de déplacement.

Art. 61. La demande de déplacement doit être adressée par écrit au préposé du bureau central ou à la direction des postes et des télégraphes au moins quinze jours avant le transfert.

Si l'administration le juge opportun, les frais de déplacement sont à verser d'avance entre les mains du préposé.

Augmentation éventuelle des taxes d'abonnement.

Art. 62. Dans le cas où par suite de changement de domicile ou pour toute autre cause, le déplacement des appareils et de la ligne aura pour effet une augmentation des redevances de l'abonné, la différence à payer est due à partir du jour du déplacement de l'installation téléphonique et sera calculée conformément à l'alinéa 4 de l'art. 66 ci-dessous.

VI. — Perception des taxes.

Calcul de l'unité de taxe. — Mode de procéder.

Art. 63. La taxe des conversations échangées entre poste d'abonné d'un même réseau est calculée par conversation sans égard à sa durée.

Les taxes des conversations urbaines partant d'une cabine publique et les taxes de toutes les conversations interurbaines et internationales sont appliquées par conférence de trois minutes ou fraction de trois minutes.

Pour les conversations entre deux postes d'abonné dans les relations interurbaines et internationales, la taxe s'applique à partir du moment où la communication est établie entre le poste demandeur et le poste demandé après que ce dernier a répondu.

Lorsque la communication est demandée par une cabine publique à destination d'un poste

zur Last und werden periodisch durch den zuständigen General-Direktor festgesetzt.

Beantragung der Verlegung.

Art. 61. Das diesbezügliche Gesuch muß schriftlich und wenigstens fünfzehn Tage vor der Verlegung dem Vorsteher des Zentralamtes oder der Direktion der Post- und Telegraphen-Verwaltung zugestellt werden.

Die Verlegungskosten sind im Voraus in Händen des Vorstehers zu zahlen, wenn die Verwaltung dies für angebracht findet.

Eventuelle Erhöhung der Abonnementsgebühren.

Art. 62. Wenn, infolge von Wohnungswechsel oder aus irgend einem andern Grunde, durch die Verlegung der Apparate und der Leitung eine Erhöhung der bisher vom Teilnehmer bezahlten Abonnementsgebühren verursacht wird, so ist der zu entrichtende Mehrbetrag vom Tage der Verlegung der Fernsprecheinrichtung ab geschuldet und gemäß Absatz 4 des nachstehenden Art. 66 zu berechnen.

VI. — Erhebung der Gebühren.

Berechnung der Gebühreneinheit. Verfahren.

Art. 63. Die Gebühr für Gespräche zwischen Teilnehmern eines und desselben Netzes wird per Gespräch, ohne Unterschied der Zeitdauer, berechnet.

Die Gebühren für Lokalgespräche, welche von einer öffentlichen Fernsprechstelle ausgehen, sowie die Gebühren für alle interurbanen und internationalen Gespräche werden nach der unteilbaren Gesprächseinheit von drei Minuten erhoben.

Für interurbane und internationale Gespräche zwischen zwei Teilnehmerstellen ist die Gebühr von dem Zeitpunkte an geschuldet, wo die Verbindung zwischen dem Anrufer und dem Angerufenen, nach erfolgter Antwort seitens des Letzteren, hergestellt ist.

Wird die Verbindung von einer öffentlichen Fernsprechstelle aus mit einer Teilnehmerstelle

d'abonné, la taxe s'applique à partir du moment où, le poste d'abonné ayant répondu, le demandeur est mis en relation avec ce dernier poste.

Dans tous les cas où une communication est adressée à un poste d'abonné, la taxe est due quelle que soit la personne qui se présente à ce poste.

Si la communication est demandée par une cabine publique ou par un poste d'abonné à destination d'une cabine publique, la taxe est due à partir du moment où, la communication étant établie, la cabine publique destinataire est mise à la disposition de la personne demandée.

Le temps de l'appel du poste d'abonné ou de la cabine publique n'entre pas dans le calcul de la taxe.

Degrèvement de taxes.

Art. 64. Toute demande de conversation sujette à taxe, qui, du fait du service téléphonique, n'est pas suivie de la mise en communication avec le poste demandé, est exempte de la taxe, qui, le cas échéant, est remboursée.

Il ne peut être accordé de dégrèvement de taxe que si, du fait des installations téléphoniques, les postes mis en communication se sont trouvés dans l'impossibilité de correspondre, à condition que les bureaux téléphoniques ou cabines publiques intéressés aient été appelés immédiatement à constater cette impossibilité.

Toute demande ultérieure en remboursement de la taxe n'est pas prise en considération.

Non tenu de taxe d'une communication avec un non-abonné. Taxe à appliquer

Art. 65. Lorsque la conversation demandée avec un non-abonné n'a pas lieu parce que la personne à appeler n'a pas été trouvée chez elle, le demandeur doit apporter les frais de l'avis d'appel prévus à l'art 18) et les frais d'express éventuels.

verlangt, so wird die Gebühr von dem Zeitpunkte an berechnet, wo der Anrufer mit der Teilnehmerstelle, nachdem letztere geantwortet hat, in Verbindung gesetzt ist.

In allen Fällen, wo eine Mitteilung an eine Teilnehmerstelle gemacht wird, ist die Gebühr geschuldet, welches auch die Person sei, welche sich am Empfangsapparat meldet.

Wird die Verbindung von einer öffentlichen Fernsprechstelle oder von einer Teilnehmerstelle aus mit einer öffentlichen Fernsprechstelle verlangt, so ist die Gebühr von dem Zeitpunkte an geschuldet, wo nach hergestellter Verbindung die angerufene öffentliche Fernsprechstelle zur Verfügung der gewünschten Person gestellt ist.

Die auf den Anruf der Teilnehmerstelle oder der öffentlichen Fernsprechstelle verwandte Zeit kommt bei der Berechnung der Gebühr nicht in Betracht.

Gebührenermäßigung.

Art. 64. Jede Gesprächsanmeldung, die durch die Schuld des Fernsprechtsdienstes nicht die Herstellung der Verbindung mit der verlangten Stelle zur Folge hat, ist von der Gebührenerhebung frei. Ist die Gebühr bereits entrichtet, so wird dieselbe erstattet.

Ein Gebührenermäßigung kann nur dann bewilligt werden, wenn den verbundenen Fernsprechstellen durch einen Fehler der Sprechrichtungen die Verständigung unmöglich war, unter der Bedingung jedoch, daß die betreffenden Vermittlungsanstalten oder öffentlichen Fernsprechstellen unverzüglich ersucht worden sind, diese Unmöglichkeit festzustellen.

Jeder spätere Anspruch auf Gebührenermäßigung bleibt unberücksichtigt.

Mißerfolg einer Verbindung mit einem Nichtteilnehmer. Anzuwendende Gebühr.

Art. 65. Wenn das beantragte Gespräch mit einem Nichtteilnehmer nicht stattfinden kann, weil dieser nicht zu Hause angetroffen wurde, so hat der Anrufende für die in Art. 50 vorgesehenen Gebühren des Gesprächsantrages und für die etwa verursachten Bestellkosten aufzukommen.

Si par contre la conversation n'a pas lieu par la faute du demandeur ou de la personne appelée, le demandeur doit supporter les frais de l'avis d'appel ainsi que la taxe de conversation.

Terme de paiement des taxes d'abonnement.

Art. 66. Les taxes d'abonnement annuelles sont payables d'avance, le 1^{er} janvier de chaque année.

Les administrations publiques, qui, pour des raisons de comptabilité, préfèrent un autre mode de paiement, peuvent être autorisées à verser leurs redevances par anticipation, soit par trimestre soit par semestre.

L'administration peut exiger le paiement par anticipation de la part contributive aux frais d'installation d'une station principale ou communale ou demander la constitution par l'abonné d'une caution solvable de nationalité luxembourgeoise.

Si l'ouverture d'une installation téléphonique a lieu pendant le cours d'une année, la taxe à payer sera fixée en proportion du temps restant à courir.

Terme de paiement des taxes de conversation.

Art. 67. Les taxes des communications demandées dans une cabine publique sont perçues au moment même de la demande sur la personne qui a demandé la communication.

Les taxes des communications demandées par un poste d'abonné, les taxes des télégrammes et d'autres messages téléphonés, les taxes prévues à l'art. 54 ainsi que toutes les autres taxes et frais accessoires sont perçus à la fin de chaque mois par décompte spécial.

Toutefois, si la solvabilité de l'abonné ne présente pas les garanties voulues ou si l'administration rencontre régulièrement des difficultés dans le recouvrement, elle perçoit dans le cours du mois les taxes dues dès que leur mon-

terme hingegen das Gespräch durch das Verschulden des Anrufenden oder der angerufenen Person nicht stattfinden, so ist der Antragsteller zur Zahlung sowohl der Kosten des Gesprächsantrags als auch der Gesprächsgebühr verpflichtet.

Zahlungstermin der Abonnementgebühren.

Art. 66. Die jährlichen Abonnementgebühren sind am 1. Januar eines jeden Jahres im Voraus zahlbar.

Den öffentlichen Verwaltungen jedoch, welche wegen ihrer Rechnungsführung, einen andern Zahlungsmodus wünschen, kann gestattet werden, die geschuldeten Gebühren vierteljährlich oder halbjährlich im Voraus zu bezahlen.

Die Verwaltung kann die vorherige Zahlung des Beitrages zu den Einrichtungskosten einer Haupt- oder Gemeindestelle oder die Stellung eines zahlungsfähigen Bürgen luxemburger Nationalität verlangen.

Wird eine Telephonstation im Laufe eines Jahres eröffnet, so ist die zu entrichtende Gebühr im Verhältnis zu der noch nicht verstrichenen Zeit zu bestimmen.

Zeit der Erhebung der Gesprächsgebühren.

Art. 67. Alle Gebühren für die in einer öffentlichen Fernsprechstelle verlangten Verbindungen werden bei der Herstellung der Verbindung von derjenigen Person erhoben, welche die Verbindung verlangt hat.

Die Gebühren der von einer Teilnehmerstelle verlangten Verbindungen, die Taxen der telephonischen Übermittlung von Telegrammen und Mitteilungen, die durch Art. 54 vorgesehenen Gebühren sowie alle anderen Gebühren und Nebenkosten werden am Ende eines jeden Monats auf Grund einer besonderen Abrechnung erhoben.

Wenn die Zahlungsfähigkeit des Teilnehmers nicht die notwendige Sicherheit bietet, oder die Verwaltung bei der Gebühreneinreibung regelmäßig Schwierigkeiten findet, zieht sie im Laufe des Monats die erfallenen Gebühren ein, sobald

tant dépasse une certaine somme à déterminer, ou elle exige le dépôt d'une somme de garantie.

Percussion journalière des taxes.

Art. 68. Sur la demande par écrit de l'abonné, l'administration peut autoriser la perception journalière des taxes dues pour les communications internationales dans la tournée ordinaire du facteur, contre paiement d'une taxe spéciale de 40 centimes par quittance.

Pour les reçus délivrés au guichet il est perçu une taxe de 20 centimes.

Décompte mensuel Réclamations.

Art. 69. Les relevés de contrôle dressés par l'administration seront loi, jusqu'à preuve du contraire, pour le décompte entre parties.

Si, lors de la présentation du décompte, des objections sont faites par l'abonné, le décompte doit quand même être acquitté sous réserve de rectification par voie de réclamation.

Toute réclamation doit être formée, sous peine de déchéance, dans la huitaine qui suit la présentation du décompte.

La réclamation doit être faite par écrit au bureau central dont relève l'abonné et être accompagnée d'un relevé des communications obtenues dans le cours du mois indiquant dans l'ordre de la date et de la demande, pour les communications urbaines le numéro d'appel du poste correspondant et pour les communications interurbaines le numéro d'appel et le bureau de raccordement du poste correspondant. La délivrance d'une copie du décompte remise à l'abonné est sujette à une taxe de 10 centimes.

Suspension des communications en cas de non paiement.

Art. 70. Si l'abonné n'a pas acquitté dans la huitaine qui suit la date de la présentation de la quittance le prix d'abonnement ainsi que

dieselben einen gewissen, für jeden einzelnen Fall zu bestimmenden Betrag übersteigen, oder sie fordert die Hinterlegung einer Kaution.

Tägliche Erhebung der Gebühren.

Art. 68. Auf schriftlichen Antrag des Teilnehmers kann die Verwaltung die tägliche, gegen Zahlung einer besonderen Gebühr von 40 Centimen für jede Quittung und in dem gewöhnlichen Rundgang des Briefträgers zu erfolgende Erhebung der für internationale Verbindungen geschuldeten Gebühren gestatten.

Für jede am Schalter ausgehändigte Quittung wird eine Gebühr von 20 Centimen erhoben.

Monatsabrechnung. Reklamationen.

Art. 69. Für die Abrechnungen sind die von der Verwaltung aufgestellten Verzeichnisse maßgebend, bis zum Gegenbeweis.

Werden beim Vorzeigen der Abrechnung vom Teilnehmer Einwendungen erhoben, so muß die Abrechnung dennoch eingeklärt werden, unter Vorbehalt der Verichtigung auf dem Beschwerdewege.

Jede Reklamation muß, unter Strafe des Versfalls, innerhalb acht Tagen nach der Vorzeigung der Abrechnung eingereicht werden.

Die Reklamation ist schriftlich beim Zentralamt des Teilnehmers einzureichen; derselben ist ein Verzeichnis der im Laufe des Monats erhaltenen Verbindungen beizufügen, auf welchem, nach Datum und Anstabe geordnet, anzugeben sind:

Für Lokalverbindungen, die Anrufnummer des Angerufenen, und bei Fernverbindungen die Anrufnummer sowie das Vermittlungsamt des Angerufenen.

Für die Ausfertigung einer Abschrift der dem Teilnehmer ausgehändigten Abrechnung wird eine Gebühr von 10 Centimen erhoben.

Einstellung der Verbindungen im Nichtzahlungsfalle.

Art. 70. Wenn innerhalb acht Tagen nach Vorzeigen der Quittung der Teilnehmer den Abonnementsbetrag sowie die andern etwa geschul-

les autres taxes qu'il pourra devoir, l'administration a le droit de lui refuser l'établissement de toute communication jusqu'après l'acquittement de toutes les taxes dues.

VII. — Résiliation des abonnements.

Renouvellement de l'abonnement et résiliation de l'abonnement. — Redevances.

Art. 71. Les abonnements se renouvelleront par tacite reconduction d'année en année à moins qu'ils ne soient dénoncés par écrit un mois avant l'expiration du terme d'engagement.

Si l'abonnement est résilié après l'expiration du terme d'engagement, la résiliation a lieu sans frais.

Si par contre l'abonnement est résilié avant l'expiration du terme d'engagement, l'abonné doit payer la part contributive aux frais d'installation restant due.

Dans les deux cas le droit fondamental, respectivement le prix d'abonnement payé d'avance, est remboursé à l'abonné pour le temps non utilisé, si l'abonnement a dépassé la durée d'une année.

Art. 72. La résiliation de l'abonnement à une station principale implique la résiliation de tout abonnement relatif à des stations supplémentaires ou autres installations accessoires y reliées.

Reprise de l'abonnement par un tiers.

Art. 73. L'administration peut accorder le transfert de l'abonnement à un tiers aux conditions suivantes:

1° la station doit rester dans le même immeuble;

2° le paiement du prix d'abonnement et des taxes accessoires ne doit subir aucune interruption;

3° le nouvel abonné doit signer un engagement de reprise d'abonnement et est responsable envers l'administration des taxes ou droits qui pourraient être dus par son prédécesseur.

beten Gebühren nicht bezahlt hat, so hat die Verwaltung das Recht, ihm bis zur Begleichung aller geschuldeten Gebühren jede Verbindung zu verweigern.

VII. - Auflösung der Abonnements.

Erneuerung und Auflösung des Abonnements.
Geschuldete Gebühren.

Art. 71. Die Abonnements erneuern sich stillschweigend von Jahr zu Jahr, wenn sie nicht einen Monat vor Ablauf des Abonnements schriftlich gekündigt werden.

Wenn das Abonnement nach Ablauf der Verbindlichkeitsperiode aufgelöst wird, so geschieht diese Auflösung kostenlos für den Teilnehmer.

Wenn dagegen das Abonnement vor Ablauf dieser Periode gekündigt wird, so ist der Teilnehmer zur Zahlung des noch geschuldeten Anteils zu den Einrichtungskosten verpflichtet.

In beiden Fällen wird die im Voraus gezahlte Grund- bzw. Abonnementsgebühr dem Teilnehmer für den nicht benutzten Zeitraum zurückerstattet, sofern das Abonnement länger als ein Jahr gedauert hat.

Art. 72. Die Auflösung des Abonnements auf einen Hauptanschluß zieht die Auflösung jedes Abonnements nach sich, welches sich auf Nebenschlüsse und andere daran angeschlossene Nebeneinrichtungen bezieht.

Übernahme des Abonnements durch eine dritte Person.

Art. 73. Die Verwaltung kann die Übertragung des Abonnements auf eine dritte Person zu den folgenden Bedingungen gestatten:

1. die Fernsprecheinrichtung muß auf demselben Grundstück verbleiben;

2. die Zahlung der Abonnements- und Nebengebühren darf keine Unterbrechung erleiden;

3. der neue Teilnehmer muß eine Abonnementsübernahme-Erklärung unterzeichnen und ist der Verwaltung gegenüber verantwortlich für alle von seinem Vorgänger geschuldeten Gebühren.

VIII. Livret à l'usage des abonnés.

Répartition. Labellé des inscriptions.

Art. 74. Le livret à l'usage des abonnés et les suppléments à ce livret sont remis aux abonnés et aux personnes qui en font la demande au prix à fixer par l'administration.

La liste des abonnés ne doit contenir que le nom des abonnés, l'indication très succincte de leur profession et leur domicile.

Inscriptions gratuites et inscriptions payantes.

Art. 75. L'abonné a droit à une inscription gratuite par station principale et par station supplémentaire si celle-ci est établie dans un autre immeuble que la station principale.

Toute inscription supplémentaire est soumise aux conditions et aux indemnités à fixer par arrêté ministériel.

IX. Responsabilité de l'Etat.

Responsabilité.

Art. 76. L'Etat n'est soumis à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance par la voie téléphonique.

X. Contraventions.

Enlèvement des appareils en cas de contravention.

Art. 77. L'administration a le droit de faire enlever les appareils ainsi que les fils téléphoniques mis à la disposition de l'abonné :

1^o si celui-ci n'a pas acquitté dans la quinzaine qui suit la date de la présentation de la quittance, les taxes d'abonnement ainsi que les autres taxes qu'il pourra devoir ;

2^o s'il expédie des communications interdites par les lois répressives et les règlements généraux ou s'il contrevient aux règlements spéciaux pris ou à prendre par l'administration des postes et des télégraphes.

3^o dans le cas où les détériorations qui

VIII. — Handbuch zum Gebrauche der Teilnehmer.

Verteilung. Abfassung der Eintragungen.

Art. 74. Das Handbuch zum Gebrauche der Teilnehmer nebst den Nachträgen wird an die Teilnehmer sowie, auf Antrag, an andere Personen zu dem von der Verwaltung festzusetzenden Preise abgegeben.

Die Teilnehmerliste darf nur die Namen der Teilnehmer sowie die ganz kurze Angabe ihres Gewerbes und ihres Wohnortes enthalten.

Gebührenfreie und gebührenpflichtige Eintragungen.

Art. 75. Der Teilnehmer hat Recht auf eine Graliseintragung für jeden Hauptanschluß sowie für jeden Nebenanschluß, der sich auf einem andern Grundstück, als der Hauptanschluß, befindet.

Jede weitere Eintragung ist den durch Ministerialbeschluß festzusetzenden Bedingungen und Gebühren unterworfen.

IX. Verantwortlichkeit des Staates.

Verantwortlichkeit.

Art. 76. Der Staat übernimmt keine Verantwortlichkeit für den Fernsprechverkehr.

X. Zuwiderhandlungen.

Wegnahme der Apparate bei Zuwiderhandlungen.

Art. 77. Die Verwaltung hat das Recht, die dem Teilnehmer zur Verfügung gestellten Apparate und Leitungen wegzunehmen.

1. wenn derselbe nicht innerhalb 15 Tagen nach Vorzeigung der quittierten Rechnung die erfallene Abonnementgebühr sowie die andern etwa von ihm geschuldeten Gebühren bezahlt hat ;

2. wenn er den Fernsprecher zu Mitteilungen benutzt, welche durch die Strafgesetze und allgemeinen Reglemente verboten sind, oder wenn er den durch die Post- und Telegraphen-Verwaltung erlassenen oder noch zu erlassenden Spezialreglementen zuwiderhandelt ;

3. wenn etwaige Beschädigungen des Dienst-

auront été constatées sont à attribuer à la surveillance de l'abonné ou d'une personne attachée à sa maison.

Pénalités.

Art. 78. Toute contravention aux proscriptions du présent règlement sera punie des peines édictées par l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1818.

XI. — Dispositions diverses.

Mise en vigueur de l'arrêté.

Art. 79. Le présent arrêté entrera en vigueur à partir du 1^{er} avril 1921.

Difficultés d'interprétation et d'exécution.

Art. 80. Le membre du Gouvernement chargé du service des postes et des télégraphes décidera par des instructions spéciales, les difficultés auxquelles peuvent donner lieu l'interprétation et l'exécution du présent arrêté.

Art. 81. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 26 mars 1921.

CHARLOTTE.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Arrêté du 26 mars 1921, réglant divers détails des dispositions sur le service téléphonique.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu l'arrêté grand-ducal en date de ce jour, concernant le service téléphonique;

Sur les propositions de M. le Directeur de l'administration des postes et des télégraphes;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté du 10 janvier 1920, concernant le service téléphonique, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

materials der Böswilligkeit des Teilnehmers oder einer Person seines Hauses zuzuschreiben sind.

Strafbestimmungen.

Art. 78. Jede Zuwiderhandlung gegen die Vorschriften des gegenwärtigen Reglements wird gemäß den durch Art. 1 des Gesetzes vom 6. März 1818 vorgesehenen Strafen geahndet.

XI. - Verschiedene Bestimmungen.

Inkrafttreten des Beschlusses.

Art. 79. Dieser Beschluß tritt am 1. April 1921 in Kraft.

Auslegungs- und Ausführungsschwierigkeiten.

Art. 80. Das mit dem Post- und Telegraphenwesen betraute Regierungsmitglied entscheidet, durch besondere Verfügungen, über die Schwierigkeiten, zu welchen Auslegung und Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses Anlaß geben könnten.

Art. 81. Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 26. März 1921.

Charlotte.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. N e y e n s.

Beschluß vom 26. März 1921, wodurch verschiedene Einzelheiten der Bestimmungen über den Fernsprechsienst geregelt werden

Der General-Direktor der Finanzen:

Nach Einsicht des Groß. Beschlusses vom heutigen Tage, den Fernsprechsienst betreffend;

Auf den Vorschlag des Hrn. Direktors der Post- und Telegraphenverwaltung;

Nach Beratung der Regierung im Mon-
teil;

Beschließt:

Art. 1. Der Beschluß vom 10. Januar 1920, das Fernsprechsien betreffend, ist abgeschafft und durch folgende Bestimmungen ersetzt.

Installations d'autres appareils que ceux prévus par l'administration.

Art. 2. Tout abonné à un poste téléphonique a droit à la pose d'une station *murale* du type adopté par l'administration.

L'abonné qui demande la pose d'un autre appareil doit supporter la différence entre le prix de revient de l'appareil demandé et celui de l'appareil adopté par l'administration.

La pose, lors de l'installation d'un poste téléphonique, d'une station de *table* du type adopté par l'administration est sujette à une redevance de fr. 130.

La pose de tout appareil accessoire non prévu par l'administration pour l'installation ordinaire d'un poste téléphonique, est sujette à une redevance égale au montant total du prix de revient et des frais d'installation de l'appareil.

Echange d'appareils.

Art. 3. L'échange d'une station *murale* en usage contre une station de *table* du type adopté par l'administration est sujet à une redevance de fr. 130.

L'échange d'une station *murale* pouvant encore servir ou d'une station de *table* en usage contre une station du même système est sujet à une redevance de fr. 50.

L'échange d'une station *murale* en usage contre une station *murale* d'un nouveau système est sujet à une redevance de fr. 125.

L'échange d'une station *murale* ou d'une station de *table* en usage contre un appareil d'un système non adopté par l'administration est sujet à une redevance et aux conditions à fixer dans chaque cas par l'administration.

Renouvellement de la pile

Le renouvellement de la pile est sujet à une redevance de fr. 10.

Installation anderer als von der Verwaltung vorgeesehenen Apparate.

Art. 2. Jeder Telephonabonnent hat Recht auf die Einrichtung einer Wandstation von dem von der Verwaltung angenommenen System.

Der Abonnent, welcher einen andern Apparat wünscht, muß für den Unterschied zwischen dem Kaufpreis des gewünschten und demjenigen des von der Verwaltung angenommenen Apparates aufkommen.

Für die bei Gelegenheit der Installation einer Fernsprechteilnehmerstelle vorgenommene Einrichtung einer Tischstation nach dem von der Verwaltung angenommenen Muster ist eine Gebühr von 130 Fr. zu zahlen.

Das Mitbringen jedes von der Verwaltung für eine gewöhnliche Installation eines Fernsprechanschlusses nicht vorgesehenen Apparates unterliegt einer Gebühr im Betrag des Totals des Kaufpreises und der Installationskosten des Apparates.

Auswechslung von Apparaten.

Art. 3. Für die Auswechslung einer im Gebrauch stehenden Wandstation gegen eine Tischstation von dem von der Verwaltung angenommenen System wird eine Gebühr von 130 Fr. erhoben.

Die Auswechslung einer noch gebrauchsfähigen Wandstation oder einer im Gebrauch stehenden Tischstation gegen eine Station desselben Systems kostet 50 Franken.

Die Auswechslung einer im Gebrauch befindlichen Wandstation gegen eine Wandstation eines neuen Systems kostet 125 Franken.

Der Umtausch einer im Gebrauch stehenden Wand- oder Tischstation gegen einen Apparat eines von der Verwaltung nicht eingeführten Systems unterliegt den in jedem einzelnen Fall von der Verwaltung zu bestimmenden Gebühren und Bedingungen.

Erneuerung des Trodenelementes.

Die Gebühr für Erneuerung des Elementes ist auf 10 Fr. festgesetzt.

Part contributive aux frais d'installation des appareils et des lignes.

Art. 4. La part contributive aux frais d'installation des appareils et des lignes est fixée comme suit:

- a) pour une station principale ou pour une station communale à fr. 150;
- b) pour une station supplémentaire à fr. 100;
- c) pour une sonnerie supplémentaire à fr. 15;
- d) pour un tableau commutateur à fr. 10 par numéro occupé;
- e) pour toute ligne à fil simple à fr. 20, par centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres;
- f) pour toute ligne à fil double à fr. 30, par centaine de mètres ou fraction de centaine de mètres.

Toutefois pour les lignes des stations principales et des stations communales la part contributive n'est perçue que pour le tronçon de ligne dépassant 1000 mètres. Si la construction d'une ligne donne lieu à des frais extraordinaires, la part contributive sera fixée d'un commun accord.

- g) pour une prise de courant à fr. 30.

Terme de paiement de la part contributive.

Art. 5. La part contributive aux frais d'installation de la station et de la ligne d'une station principale ou communale est payable en autant de termes égaux que l'abonné a souscrit d'années d'abonnement.

Toute autre part contributive est payable d'avance lors de l'installation des appareils et des lignes.

Déplacement des appareils.

Art. 6. Les frais de déplacement des appareils, à supporter par l'abonné, sont fixés comme suit:

- 1° pour le déplacement d'une station principale ou supplémentaire:
 - a) dans la même chambre, 15 fr.;
 - b) dans le même immeuble, 35 fr.;

Beitrag zu den Einrichtungskosten der Apparate und Leitungen.

Art. 4. Der Beitrag zu den Einrichtungskosten der Apparate und Leitungen ist festgesetzt wie folgt:

- a) für eine Hauptstation oder für eine Gemeindestation auf 150 Fr.;
- b) für eine Nebenstation auf 100 Fr.;
- c) für einen Nebenwecker auf 15 Fr.;
- d) für einen Klappenschrank auf 10 Fr. für jede besetzte Nummer;
- e) für jede einfache Leitung auf 20 Fr. pro hundert Meter oder Bruchteil von hundert Metern;
- f) für jede Doppelleitung auf 30 Fr. pro hundert Meter oder Bruchteil von hundert Metern.

Jedoch wird für die Leitungen der Hauptstationen oder Gemeindestationen der Beitrag nur für den Teil der Leitung erhoben, welcher 1000 Meter übersteigt.

Wenn der Bau einer Leitung zu besondern Kosten Anlaß gibt, wird der Beitrag nach Vereinbarung festgesetzt.

- g) für einen Steckkontakt auf 30 Fr.

Zahlungstermin des Beitrags zu den Einrichtungskosten.

Art. 5. Der Beitrag zu den Kosten der Sprechstelle und der Leitung einer Hauptstation oder einer Gemeindestation ist in soviel gleichen Raten zahlbar, als der Teilnehmer Abonnementsjahre unterzeichnet hat.

Jeder andere Beitrag ist bei der Herstellung der Sprechstelle und der Leitung zahlbar.

Verlegung der Apparate.

Art. 6. Die vom Abonnenten zu tragenden Kosten für Verlegung der Apparate sind festgesetzt wie folgt:

- 1. für die Verlegung eines Haupt- oder Nebenanschlusses:
 - a) in demselben Raum Fr. 15;
 - b) innerhalb desselben Grundstückes, Fr. 35;

c) dans un autre immeuble du même réseau, 75 fr.;

d) dans un immeuble situé dans un autre réseau, 120 fr.;

2° pour le déplacement d'une sonnerie supplémentaire, 15 fr.

Si le déplacement donne lieu à la construction d'une nouvelle ligne, ou si d'autres installations sont reliées à la station déplacée, il est perçu une surtaxe calculée à raison des frais supplémentaires occasionnés.

Si, au contraire, en cas de déménagement d'un abonné, un appareil téléphonique se trouve déjà dans la nouvelle demeure de l'abonné et que l'ancien appareil de ce dernier peut être repris par un autre abonné, le montant à payer est fixé par l'administration.

Les stations gratuites sont déplacées aux frais de l'Etat.

Frais de remise à domicile.

Art. 7. Les frais d'express à percevoir pour la remise à domicile d'un avis téléphonique sont fixés comme suit:

a) pour les courses à faire dans le rayon de la localité où se trouve la cabine publique, 50 centimes ;

b) pour les courses à faire en dehors de ce rayon:

1° 1,50 fr. jusqu'à 1500 mètres de distance;

2° 2 fr. pour une distance de plus de 1500 à 3000 mètres;

3° 2,50 fr. pour une distance de plus de 3000 à 5000 mètres;

4° 50 centimes pour chaque kilomètre ou fraction d'un kilomètre au delà de 5 km.

Les taxes sub b sont doublées pour les avis à remettre après 8 $\frac{1}{2}$ heures du soir, du 1^{er} novembre au 1^{er} mars, et après 8 $\frac{1}{2}$ heures du soir du 1^{er} mars au 31 octobre.

c) nach einem andern Grundstück desselben Netzes, Fr. 75;

d) nach einem Grundstück eines andern Netzes, Fr. 120;

2. Für die Verlegung eines Nebenweckers, Fr. 15.

Wird, durch die Verlegung, die Anlage einer neuen Leitung benötigt oder werden an die verlegte Station andere Einrichtungen angeschlossen, so wird eine nach den hierdurch verursachten Unkosten zu berechnende Zuschlaggebühr erhoben.

Wenn, im entgegengesetzten Fall, bei Wohnungsveränderung eines Abonnenten sich in dessen neuen Wohnung bereits ein Telephonapparat befindet und sein früherer Apparat von einem andern Abonnenten übernommen werden kann, so wird der zu entrichtende Betrag durch die Verwaltung festgesetzt.

Die Verlegung der Dienststationen erfolgt auf Kosten des Staates.

Bestellkosten.

Art. 7. Die für die Bestellung eines Gesprächsantrags zu erhebenden Gebührenten sind festgesetzt wie folgt:

a) für die Gänge, welche im Bezirk der Ortschaft zu machen sind, wo sich die Fernsprechstelle befindet, 50 Ct.;

b) für die über diesen Bezirk hinaus zu machenden Gänge:

1. 1,50 Fr. bis zu einer Entfernung von 1500 Meter;

2. 2,00 Fr. für eine Entfernung über 1500 bis 3000 Meter;

3. 2,50 Fr. für eine Entfernung über 3000 bis 5000 Meter;

4. 50 Centimen für jedes Kilometer oder Teil eines Kilometers über 5 Kilometer hinaus.

Die Taxen unter b werden verdoppelt für die Gesprächsanträge, welche nach 8 $\frac{1}{2}$ Uhr abends vom 1. November bis zum 1. März und nach 8 $\frac{1}{2}$ Uhr abends, vom 1. März bis zum 31. Oktober zu bestellen sind.

Frais d'express portés en compte des préposés des cabines publiques.

Art. 8. Les préposés des cabines publiques qui n'ont pas à leur disposition une personne salariée par l'État pour la remise à domicile des télégrammes sont autorisés à porter en compte les frais d'express prévus à l'article précédent, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'une communication téléphonique de service à faire dans une cabine communale dans l'intérêt de la commune.

Franchise de taxes dans les cabines publiques.

Art. 9. Dans les relations avec les cabines publiques les communications téléphoniques indiquées ci-après sont admises en franchise de taxe:

1° Les communications téléphoniques administratives échangées entre les administrations des communes qui sont reliées au réseau téléphonique et les autorités ci-après désignées:

les membres et les fonctionnaires du Gouvernement;

les procureurs d'État;

les commissaires de district;

les commandants d'arrondissement;

les commandants des stations de gendarmerie;

les commissaires de police;

la direction de la maison de santé d'Ettenbrück;

le directeur du laboratoire bactériologique;

l'ingénieur agricole;

l'architecte de district à Diekirch;

les conducteurs des travaux publics;

les bourses du travail;

les médecins des pauvres ainsi que les vétérinaires du Gouvernement, qui sont reliés au réseau téléphonique;

le géomètre en chef du cadastre;

les ingénieurs d'arrondissement;

l'inspecteur principal des écoles;

Des den Vorstehern der öffentlichen Fernsprechstellen in Rechnung zu stellende Gebührengelühren.

Art. 8. Diejenigen Vorsteher von öffentlichen Fernsprechstellen, welche für das Bestellen von Telegrammen keine vom Staat bezahlte Person zu ihrer Verfügung haben, sind ermächtigt, die durch vorhergehenden Artikel vorgesehenen Gebührengelühren in Rechnung zu stellen, wofern es sich nicht um eine im Interesse der Gemeinde zu machende telephonische Mitteilung handelt.

Gebührenfreiheit bei den öffentlichen Fernsprechstellen.

Art. 9. Im Verkehr mit den öffentlichen Fernsprechstellen sind nachstehende Verbindungen gebührenfrei:

1. Die amtlichen telephonischen Mitteilungen, welche ausgetauscht werden zwischen den an das Telephonnetz angeschlossenen Gemeindevsverwaltungen und:

den Mitgliedern und Beamten der Regierung;

den Staatsanwälten;

den Distriktskommissaren;

den Bezirkskommandanten;

den Kommandanten der Gendarmerie-Stationen;

den Polizeikommissaren;

der Direktion der Heilanstalt in Ettelbrück;

dem Direktor des bakteriologischen Staats-Laboratoriums;

dem Ackerbau-Ingenieur;

dem Distrikts-Architekt zu Trierich;

den Kondukteuren der öffentlichen Bauten;

den Arbeitsbüren;

den Armenärzten, sowie den Staatstierärzten, welche an das Telephonnetz angeschlossen sind;

dem Obergeometer des Katasters;

den Bezirksingenieuren;

dem Oberschulinspektor;

le directeur et les inspecteurs des postes ainsi que l'inspecteur et le reviseur des télégraphes.

2° Les communications téléphoniques administratives échangées dans les communes qui sont reliées au réseau téléphonique de l'État, entre le bourgmestre, les échevins, les membres du conseil et les agents de la même commune.

Toutefois les frais d'express qui peuvent résulter de ces communications sont à charge de la commune.

Liste des fonctionnaires et agents qui sont autorisés à téléphoner en franchise de taxe dans les cabines publiques, moyennant des cartes de légitimation:

le directeur, les inspecteurs et les gardes généraux de l'administration des eaux et forêts (pour toutes les communications de service);

les gardes mines (pour toutes les communications de service);

l'inspecteur, les contrôleurs et les commis de l'administration des contributions (pour les communications avec la direction, l'inspecteur et les contrôleurs de l'administration);

les piqueurs des montes de l'État (pour les communications échangées en vue de la destruction des sangliers);

les postes de désinfection avec le laboratoire bactériologique;

les fonctionnaires et agents du service agricole (pour les communications avec l'ingénieur agricole à Luxembourg).

Liste des personnes autorisées à téléphoner en franchise de taxe dans les cabines publiques sans carte de légitimation:

les membres et les fonctionnaires du Gouvernement;

les députés (pour les affaires de la Chambre);

les médecins et les sages-femmes, d'une part, les médecins de canton, le collège médical et le

dem Direktor und den Inspektoren der Post- und Telegraphenverwaltung sowie dem Telegrapheninspektor und dem Telegraphenrevisor.

2. Die zwischen dem Bürgermeister, den Schöffen, den Gemeinderäten und den Gemeindebeamten einer an das Telephonnetz angeschlossenen Gemeinde ausgetauschten amtlichen Mitteilungen.

Die durch diese Verbindungen etwa entstehenden Votengebühren sind jedoch zu Lasten der Gemeinde.

Liste der Beamten und Agenten, welche ermächtigt sind, gebührenfrei in den öffentlichen Sprechstellen vermittels Legitimationskarte zu telefonieren:

der Direktor, die Inspektoren und die Oberförster der Verwaltung der Gewässer und Forsten (für alle dienstlichen Angelegenheiten);

die Minenaufseher (für alle dienstlichen Angelegenheiten);

der Inspektor, die Kontrolleure und die Kommissär der Steuerverwaltung (für die dienstlichen Mitteilungen mit der Direktion, dem Inspektor und den Kontrolleuren der Verwaltung);

die Aufseher der Staatsschweine (für alle auf die Vertilgung der Wildschweine bezüglichen Mitteilungen);

die Desinfektionsstellen mit dem bakteriologischen Staatslaboratorium;

die Beamten und Agenten der Ackerbauverwaltung (für die dienstlichen Mitteilungen mit dem Ackerbau-Ingenieur in Luxemburg).

Liste der Personen, welche ermächtigt sind, gebührenfrei in den öffentlichen Sprechstellen ohne Legitimationskarte zu telefonieren:

die Mitglieder und Beamten der Regierung;

die Deputierten (in Angelegenheiten der Abgeordnetenkammer);

die Ärzte und die Hebammen, einerseits, und die Kantonalärzte, das Medizinalkollegium und

Directeur général du service afférent, d'autre part (pour les communications relatives à des cas de maladie épidémique);

les fonctionnaires et les agents techniques de l'administration des postes et des télégraphes;

la gendarmerie, pour des affaires de service;

les cantonniers avec leurs chefs ou avec les bureaux de poste, pour les communications concernant les réparations des lignes télégraphiques et téléphoniques;

les assurés contre les accidents et leurs patrons d'une part, et

le comité-directeur de l'association;

les fonctionnaires et délégués de l'association;

les fonctionnaires de l'administration des travaux publics;

les fonctionnaires de l'administration des mines;

les fonctionnaires de l'administration des chemins de fer;

les inspecteurs du travail;

la gendarmerie et

les commissaires de police, d'autre part, (pour correspondre en cas d'accident).

Communications de service.

Conditions d'admission.

Art. 10. Toute personne qui demande une communication de service dans une cabine publique ou à destination d'une cabine publique, est tenue d'indiquer son nom et sa qualité au moment de la demande de correspondance.

L'affranchissement de la taxe ne peut être revendiqué que pour les communications émanant d'une personne ou d'un poste d'abonné autorisés et qui sont échangées dans l'intérêt du service public.

Des abus constatés seront portés à la connaissance du Gouvernement.

Emploi des stations gratuites pour la transmission de communications privées.

Art. 11. Les fonctionnaires publics sont redevables envers l'administration des postes et des

der Generaldirektor des betreffenden Dienstes, anderseits, (für die Mitteilungen bezüglich ansteckender Krankheitsfälle);

die höheren und die technischen Beamten der Post- und Telegraphenverwaltung;

die Gendarmen, für Dienstangelegenheiten;

die Wegewärter mit ihren Vorgesetzten oder mit den Postämtern, für Verbindungen, welche den Unterhalt der Telegraphen- und Fernsprechleitungen betreffen;

die gegen Unfall versicherten Personen und die Arbeitgeber, einerseits, und

der Vorstand der Genossenschaft;

die Beamten und Vertreter der Genossenschaft;

die Beamten der Bauverwaltung;

die Beamten der Minenverwaltung;

die Beamten der Eisenbahnverwaltung;

die Fabrikinspektoren;

die Gendarmen und

die Polizeikommissare, anderseits, (für auf Unfälle sich beziehende Mitteilungen).

Bedingungen für die Zulassung der Dienstverbindungen.

Art. 10. Jede Person, welche eine Dienstverbindung in oder nach einer öffentlichen Fernsprechstelle verlangt, muß bei der Anfrage ihren Namen und ihre Eigenschaft angeben.

Die Gebührenfreiheit kann nur für Mitteilungen verlangt werden, welche von einer hierzu ermächtigten Person oder Teilnehmerstelle ausgehen und im Interesse eines öffentlichen Dienstes ausgetauscht werden.

Festgestellte Mißbräuche sind zur Kenntnis der Regierung zu bringen.

Gebrauch der Dienstapparate zu Privatmitteilungen.

Art. 11. Die Beamten, deren Dienstapparate zur Beförderung von Privatmitteilungen be-

télégraphes des taxes dues du chef de l'emploi de leurs stations gratuites pour la transmission de communications privées; ils prendront des mesures pour la perception des taxes au moment de l'établissement des communications.

Communications de service dans l'intérêt privé du destinataire.

Art. 12. Toute communication de service demandée dans l'intérêt privé du destinataire est inscrite au compte du poste d'abonné destinataire après avis à ce dernier avant le relèvement des deux postes.

Si le poste d'abonné destinataire refuse l'annotation à sa charge, la communication n'est pas établie.

Occupations inutiles et encombrantes de lignes.
Responsabilité.

Art. 13. Tout demandeur d'une communication qui, par l'insubordination de l'instruction sur l'usage du téléphone, est cause qu'une ligne a été occupée inutilement, doit acquitter la taxe due pour toute la durée de cette occupation.

Demandes de renseignements aux bureaux téléphoniques.

Art. 14. L'administration perçoit la taxe réglementaire pour chaque demande de renseignement téléphonique qui est adressée aux bureaux des téléphones et qui ne se rapporte pas au service des téléphones, p. ex. demande de renseignement sur le résultat des élections, au sujet d'un incendie ou d'autres incidents, communications de l'heure etc.

Emploi des appareils téléphoniques des abonnés pour la transmission de télégrammes pour une personne non abonnée.

Art. 15. Si une personne non abonnée au téléphone s'est entendue avec un abonné pour recevoir ses télégrammes par l'intermédiaire de ce dernier et si cette entente a été portée par écrit à la connaissance du bureau des télé-

graphes, les abonnés de la Poste- und Telegraphenverwaltung die hierdurch entstehenden Gebühren; sie werden somit die notwendigen Maßnahmen treffen, damit ihnen g. F. die Gebühren bei der Herstellung der Verbindungen eingehängt werden.

Dienstverbindungen im Privatinteresse des Adressaten.

Art. 12. Jede im Privatinteresse des Adressaten verlangte Dienstverbindung wird der Bestimmungs-Sprechstelle in Rechnung gestellt, nachdem diese vor der Herstellung der Verbindung hiervon in Kenntnis gesetzt wurde.

Verweigert die Bestimmungs-Sprechstelle die Eintragung auf ihre Rechnung, so wird die Verbindung nicht hergestellt.

Verantwortung für verkehrsstörende Befehle von Leitungen.

Art. 13. Wer bei Gelegenheit einer Verbindung durch Nichtbeobachtung der über den Gebrauch des Telefons erlassenen Vorschriften schuld daran ist, daß eine Leitung unnötigerweise besetzt bleibt, muß eine der ganzen Dauer dieser Besetzung entsprechende Gebühr zahlen.

Auskunftsansfragen bei den Telephonämtern.

Art. 14. Die Verwaltung erhebt die reglementarische Gebühr für jede Auskunftsansfrage, welche an die Telephonämter gerichtet wird und sich nicht auf den Telephondienst bezieht, z. B. Auskunft über das Resultat der Wahlen, über eine Feuerbrunst oder andere Vorfälle, Zeitangabe usw.

Gebrauch der Telephonapparate der Abonnenten zur Beförderung von Telegrammen an Nichtabonnenten.

Art. 15. Hat ein Nichtabonnent sich mit einem Abonnenten verständigt, um seine Telegramme durch Vermittlung des letzteren zu erhalten und ist diese Übereinkunft dem Bestimmungs-Telegraphenamt schriftlich mitgeteilt worden, so über-

graphes d'arrivée, celui-ci transmet téléphoniquement ces télégrammes au dit abonné. L'administration décline toute responsabilité en ce qui concerne le mode de remise et le secret télégraphique. La taxe de transmission téléphonique est portée au débit de l'abonné.

Inscriptions accessoires au livret à l'usage des abonnés.

Art. 16. 1^o Lorsqu'un abonné désire figurer dans le livret sous deux ou plusieurs dénominations accessoires, il doit payer pour chaque inscription supplémentaire et pour chaque indication accessoire un droit annuel de fr. 5.

2^o La même taxe est due pour l'inscription de toute station supplémentaire établie dans les bâtiments ou dépendances où se trouve la station principale.

3^o Chaque indication accessoire ne doit pas excéder deux lignes.

4^o Par indications accessoires il faut entendre:

a) les indications d'un abonné touchant ses heures de consultation ou de bureau, les changements de domicile etc.;

b) les insertions telles que « En cas d'absence demander n^o... » ou « En dehors des heures de bureau appeler n^o... ».

Lorsque la station qui doit être appelée, appartient au même abonné, l'indication accessoire sub b est gratuite à la condition qu'avec l'adresse elle n'occupe pas plus de deux lignes d'impression.

Publication du livret à l'usage des abonnés.

Art. 17. L'administration n'assume aucune responsabilité du fait que le livret à l'usage des abonnés n'a pas paru dans un temps donné après l'adhésion d'un abonné, ni de l'omission d'un abonné, ni des erreurs ou inexactitudes d'inscription.

mittelt letzteres dem Abonnenten die Telegramme telephonisch; die Verwaltung übernimmt in solchen Fällen keine Verantwortung für die Bestellung und das Telegraphengeheimnis. Die Gebühr der telephonischen Übermittlung wird dem Abonnenten in Rechnung gebracht.

Nebeneintragen im Handbuch zum Gebrauch der Teilnehmer.

Art. 16. 1. Wünscht ein Teilnehmer unter zwei oder mehreren Bezeichnungen im Handbuch eingetragen zu werden oder seinem Namen weitere Angaben beizufügen, so hat er für jede weitere Eintragung und für jede Nebenangabe eine jährliche Gebühr von 5 Franken zu entrichten.

2. Dieselbe Gebühr ist geschuldet für die Eintragung eines jeden Nebenschlusses, welcher sich auf demselben Grundstück wie der Hauptapparat befindet.

3. Nebenangaben dürfen nicht mehr als zwei Zeilen einnehmen.

4. Unter Nebenangaben sind zu verstehen:

a) Angaben über Konsultations- und Bureauzeiten, Wohnungsveränderung usw. des Abonnenten;

b) Angaben wie: „Im Falle der Abwesenheit, Hr. ... anfragen“ oder „Außerhalb der Bureauzeiten, Hr. ... anrufen“. Wenn die so anrufende Stelle denselben Abonnenten gehört, so erfolgt die Eintragung der Nebenangabe (unter b) gratis, sofern sie mit der Adresse nicht mehr als zwei Druckzeilen einnimmt.

Veröffentlichung des Handbuches zum Gebrauch der Teilnehmer.

Art. 17. Die Verwaltung übernimmt keine Verantwortung für den Fall, wo das Handbuch zum Gebrauch der Teilnehmer nicht in einer gewünschten Frist nach dem Beitritt eines Abonnenten erscheinen konnte, oder für das Auslassen eines Abonnenten oder für sonstige Irrtümer und Ungenauigkeiten in den Eintragungen.

Art. 18. Le présent arrêté, qui sera publié au *Mémorial*, entrera en vigueur à la même date que l'arrêté grand-ducal du 26 mars 1921, concernant le service téléphonique.

Luxembourg, le 26 mars 1921.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Art. 18. Dieser Beschluß wird ins „Memorial“ eingetragen; er tritt am selben Tage in Kraft wie der den Fernsprechdienst betreffende Großh. Beschluß vom 26. März 1921.

Luxemburg, den 26. März 1921.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.

Avis. Administrations communales.

Par arrêtés g.-d. du 25 mars 1921 ont été nommés bourgmestres des communes ci-après désignées, savoir:

Kayl: M. Pierre Schiltz, constructeur, à Tétange;
Larochette: M. Michel Sinner, industriel, à Larochette.

Luxembourg, le 26 mars 1921.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. KAUFER.

Bekanntmachung. - Gemeindevwaltungen.

Durch Großh. Beschlüsse vom 25. März 1921 sind zu Bürgermeistern nachbezeichneter Gemeinden ernannt worden:

Tétange;

Larochette.

Luxemburg, den 26. März 1921.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. MEUTER.

Avis Administrations communales.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour ont été nommés chevelins des communes ci-après désignées, savoir:

Kayl: MM. Michel Meylaender, mineur à Kayl, et Jean Krupp, mineur, à Tétange;

Larochette: MM. Jean Baptiste Buchler, industriel, et Jean Pierre Seydewitz, forblantier, tous les deux demeurant à Larochette.

Luxembourg, le 26 mars 1921.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. KAUFER.

Bekanntmachung. Gemeindevwaltungen.

Durch Beschlüsse des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind zu Schöffen nachbezeichneter Gemeinden ernannt worden:

Luxemburg, den 26. März 1921.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. MEUTER.

Avis. Justice.

Par arrêté g.-d. du 24 mars 1921, M. Charles Reichling, professeur à l'école industrielle et commerciale d'Esch s. Alz. a été nommé juge-suppléant près la justice de paix du canton d'Esch s. Alz.

Luxembourg, le 25 mars 1921.

Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,
A. LIGSEN.

Bekanntmachung. Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 24. März 1921 ist Hr. Carl Reichling, Professor der Industrie- und Handelsschule zu Esch a. d. Alz. zum Ergänzungsrichter am Friedensgericht des Kantons Esch a. d. Alz. ernannt worden.

Luxemburg, den 25. März 1921.

Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
A. LIECH.

Avis. — Justice.

Par arrêté g.-d. du 25 mars 1921, ont été nommés juges-commissaires aux ordres, pour la durée d'une année, à partir du 15 mars 1921:

près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg: MM. Joseph *Schröder* et Etienne *Schmit*, juges au même tribunal;

près le tribunal d'arrondissement de Diekirch: M. Pierre *Schuack*, juge au même tribunal.

Luxembourg, le 26 mars 1921.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,
A. LIESCH.*

Bekanntmachung. Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 25. März 1921, sind auf die Dauer eines Jahres, vom 15. März dieses Jahres ab, zu Richterkommissären bei dem Kollationsverfahren ernannt worden:

am Bezirksgericht zu Luxemburg: die HH. Jos. *Schröder* und St. *Schmit*, Richter am selben Gerichte;

am Bezirksgericht zu Diekirch, Hr. P. *Schuack*, Richter ebendaesbst.

Luxembourg, den 26. März 1921.

*Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
H. Liejch.*

